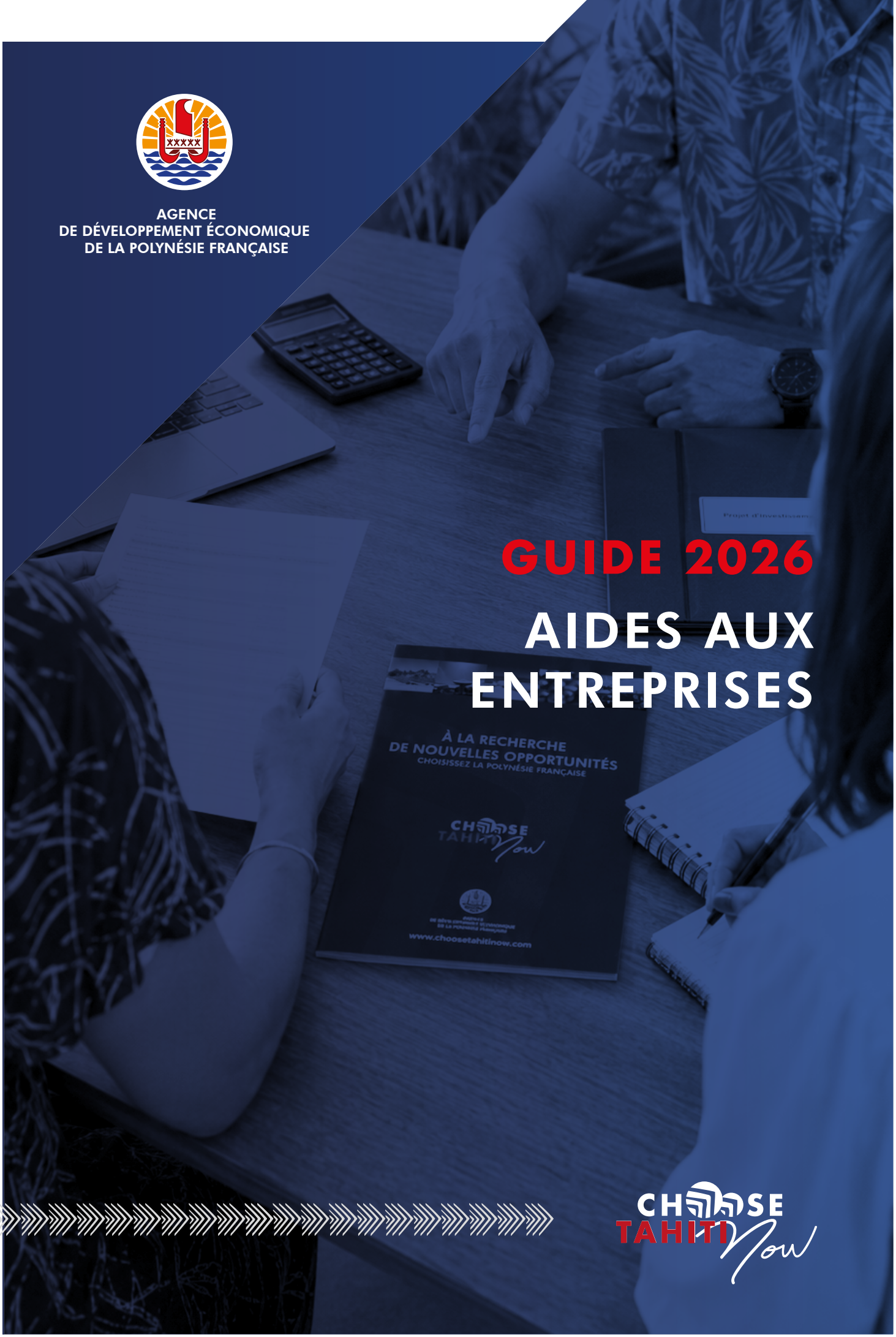
AGENCE
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

GUIDE 2026

AIDES AUX ENTREPRISES



CHOOSE TAHITI Now



SOMMAIRE

1 DÉFISCALISATION

Aide fiscale à l'investissement en Polynésie française 5
Aide fiscale à l'investissement Outre-Mer 8

2 SECTEUR TOURISME

Aide à la promotion du charter nautique 10
Aide au développement des pensions de famille 12

3 AIDES A LA CREATION D'ENTREPRISE ET AU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

Aide à l'équipement des petites entreprises - AEPE 14
Aide à l'installation des jeunes diplômés - AIJD 16
Aide à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants - APCR 18
Exonération douanière 20
Insertion par la création ou la reprise d'activité - FA'ATI'A 22
Prise en charge du fret 24

4 SECTEUR NUMÉRIQUE

Aide à l'inclusion digitale - AID 26
Aide à la connexion internet - ACI 28
Aide à la création numérique - ACN 30
Dispositif d'aide au digital (Start up numérique : amorçage du projet) - DAD 32
Dispositif d'aide au digital (Start up numérique : développement de projet) - DAD 34
Dispositif d'aide au digital (Transformation digitale) - DAD 36
Exonération douanière à l'importation au bénéfice des opérateurs 38

5 SECTEUR PRIMAIRE

Acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation 40
Aides au développement aquacole - ADA 42
Aides relative aux frais d'études, d'expertise, de promotion 44
Aides aux installations d'élevage 46
Aides financières à la certification et à la conversion à l'agriculture biologique 48
Création ou renouvellement de productions agricoles 50
Investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation 52
Aide à l'investissement, pêche côtière et hauturière 54
Aide à la pêche lagonaire 56
Conception d'aménagement foncier (études) 58
Réalisation d'aménagement foncier 60
Réalisation d'analyses ou expertises technico-economiques de l'exploitation 62
Réalisation de projets ou expertises «qualité» 64
Réalisation d'actions marketing 66

6 AIDES A L'ARTISANAT TRADITIONNEL

Aide au développement de l'artisanat traditionnel - RIMA'Ī MĀ'OHI 68
Aide au programme annuel associatif 70
Aide à la promotion et à la valorisation de l'artisanat traditionnel 72
Aide au bénéfice des artisans experts - 'IHI RIMA'Ī MĀ'OHI 74
Aide à la pré-installation 76
Aide au développement d'une activité d'artisanat traditionnel - DAAT 78

7 CULTURE

Aide à la création littéraire et artistique 80
Aide en faveur des associations 82

8 AIDES A L'EMPOI

Aide au contrat de travail professionnel - ACT PRO 84
Chantier de développement local - CDL 86
Convention de soutien à l'emploi - CSE 88
Convention travailleur handicapé - CTH 90
Formation professionnelle pour les demandeurs d'emploi 92
Mesure d'aide à l'insertion par l'activité - TIAPA, TAIA 94
Stage d'insertion pour les travailleurs handicapés - SITH 96
Le contrat à durée inderterminée aidé - TIAMA 98
Le contrat à durée déterminée d'insertion - TIARAMA 100
Aide à l'immersion professionnelle (AI) - TIATURI AI 102
Aide à la mobilisation opérationnelle des compétences - TIATURI AMO 104
Aide à l'orientation - TIATURI AO 106





AIDE FISCALE À L'INVESTISSEMENT EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

L'aide fiscale à l'investissement, communément appelée «défiscalisation locale», constitue un dispositif de soutien aux entreprises prévu par le Code des investissements de la Polynésie française. Elle a pour objectif de favoriser la réalisation de projets contribuant au développement économique du territoire, à la création d'emplois durables et à la mise en œuvre des orientations stratégiques du Pays. En contrepartie de leurs engagements, les entreprises peuvent bénéficier d'avantages fiscaux significatifs sous forme de crédits d'impôt, de réductions ou d'exonérations fiscales. L'octroi de ces avantages est soumis à l'obtention d'un agrément délivré par le Conseil des ministres, après avis de la Commission du contrôle budgétaire et financier (CCBF) de l'Assemblée de la Polynésie française.

LES RÉGIMES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS (RID) ET INDIRECTS (RII)

Le régime des investissements indirects (RII)

Le régime des investissements indirects permet à une entreprise porteuse de projet de financer une partie de son investissement grâce à des investisseurs tiers assujettis à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur les transactions en Polynésie française. En contrepartie de leur participation financière, les investisseurs bénéficient d'un crédit d'impôt dont le taux varie entre 30 % et 40 % de la base d'investissement éligible, selon le secteur d'activité et la localisation du projet. Une part minimale de 75 % (ou 60% dans certains cas) de cet avantage fiscal doit être rétrocédée à l'entreprise bénéficiaire, conformément aux dispositions du Code des investissements.

Le régime des investissements directs (RID)

Le régime des investissements directs s'adresse aux entreprises qui financent elles-mêmes leur programme d'investissement.

Selon la nature du projet, les entreprises peuvent bénéficier de réductions ou d'exonérations portant notamment sur :

- l'impôt sur les sociétés ou l'impôt sur les transactions ;
- la contribution supplémentaire à l'impôt sur les bénéfices des sociétés ;
- l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers ;
- les droits d'enregistrement liés à certaines acquisitions immobilières ;
- les droits et taxes à l'importation.

ORGANISMES

Direction des Impôts et des Contributions Publiques (DICP)

> Les contacter

Direction des Impôts et des Contributions Publiques (DICP)
Département juridique de la fiscalité
Bureau de la défiscalisation
BP 80 - 98713 Papeete - Tahiti

☎ **+689 40 461 313**

> Les rencontrer

11 rue du Commandant Destremau,
98 713 Papeete
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 14h30
Le vendredi : 07h30 à 13h30
Réception du public (sur RDV)
www.impot-polynesie.gov.pf

Agence de développement économique (ADE)

> Les contacter

Agence de développement économique (ADE) - BP 1677 - 98713 Papeete - Tahiti

☎ **+ 689 40 505 600**
secretariat.ade@administration.gov.pf

> Les rencontrer

1er étage, Immeuble Fare Tony, Papeete, Tahiti BP 1677 - 98713 Papeete Tahiti, Polynésie française
Horaires d'ouverture du service:
Du lundi au jeudi: 08h00 à 16h00
Le vendredi 08h00 à 15h00
choosetahitinow.pf

> Conditions d'éligibilité

Les aides à l'investissement sont réservées aux entreprises établies en Polynésie française présentant un projet économiquement viable et conforme aux objectifs du Code des investissements.

L'éligibilité des projets repose sur une programmation pluriannuelle des secteurs prioritaires définie par arrêté du Conseil des ministres. Les secteurs ouverts au bénéfice des aides ainsi que les seuils minimaux d'investissement sont déterminés par la réglementation applicable pour chaque période de programmation.

Les projets doivent notamment démontrer :
- leur faisabilité économique ;
- leur contribution au développement du territoire ;
- leurs retombées en matière d'emploi et d'activité économique.

> Montant de l'aide

Les avantages accordés prennent la forme :
- de crédits d'impôt ;
- de réductions d'impôt ;
- d'exonérations fiscales et douanières.

Pour les régimes de défiscalisation, le taux du crédit d'impôt est généralement compris entre 30 % et 40 % de l'investissement éligible, sous réserve des dispositions propres à chaque régime et du respect des seuils d'investissement applicables.

> Démarches à suivre

L'entreprise porteuse de projet peut solliciter l'accompagnement de l'Agence de développement économique (ADE) pour la complétude de son dossier et une assistance opérationnelle pour ses demandes d'autorisation auprès de l'administration polynésienne.

La Direction des impôts et des contributions publiques (DICP) réceptionne et contrôle la recevabilité des dossiers de demande d'agrément, vérifie l'éligibilité des programmes d'investissement et instruit ensuite la demande et soumet son avis au ministre chargé des finances. Celui-ci soumet le dossier au Conseil des ministres qui statue sur l'octroi de l'agrément après avis de la Commission du contrôle budgétaire et financier (CCBF) de l'Assemblée de la Polynésie française.

Les entreprises agréées sont tenues de respecter les obligations prévues par le Code des investissements pendant toute la durée du bénéfice de l'aide.

SOURCES ET RÉFRENCES LÉGALES

- Code des investissements de Polynésie française (version du 19 septembre 2025)
- Loi du pays n° 2021-55 du 27 décembre 2021 modifiée
- Arrêté n° 643 CM du 5 mai 2022 modifié
- Arrêté n° 609 CM du 5 mai 2025
- Arrêté n° 233 CM du 16 février 2026



LES AUTRES RÉGIMES D'INVESTISSEMENT

Le financement par Fonds Commun de Placement à Risques (FCPR)

Les entreprises peuvent également bénéficier de financements apportés par un Fonds commun de placement à risques agréé. Ce mécanisme permet de mutualiser les ressources des investisseurs et d'orienter les capitaux vers des projets éligibles tout en ouvrant droit à des avantages fiscaux comparables à ceux du régime des investissements indirects.

Le régime des investissements prioritaires

Ce régime concerne les programmes d'investissement d'un montant minimal de 50 millions F CFP contribuant à l'autonomie énergétique ou alimentaire de la Polynésie française.
Les investissements éligibles ouvrent droit à un crédit d'impôt fixé à 30 % du montant retenu.

Le régime des grands investissements

Destiné aux projets dont le montant excède 10 milliards F CFP, ce régime prévoit des exonérations fiscales renforcées pouvant atteindre 15 à 30 ans.
Réservé aux projets implantés dans une zone de développement prioritaire (ZDP), il permet notamment de bénéficier d'exonérations portant sur les principaux impôts, contributions et droits applicables aux opérations d'investissement.

Le régime de réductions d'impôts pour investissements des petites et moyennes entreprises

Les PME répondant aux critères fixés par le Code des investissements peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 35 % des investissements réalisés pour moderniser leur outil de production, leurs équipements ou leurs locaux d'exploitation. Cette réduction est plafonnée à 50 % de l'impôt dû.

Le régime des incitations fiscales pour le réinvestissement des bénéfices des sociétés

Les sociétés soumises à l'impôt sur les bénéfices peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt lorsqu'elles réinvestissent leurs résultats dans l'acquisition d'immobilisations amortissables neuves nécessaires à leur activité.
Ce dispositif ne nécessite pas d'agrément préalable et vise à encourager l'autofinancement des investissements productifs.

PROGRAMMATION TRIENNALE 2026-2028

Pour la période 2026-2028, les secteurs prioritaires ouverts aux dispositifs d'aide à l'investissement comprennent notamment :

- le tourisme (création et agrandissement d'hôtels, pensions de famille, établissements flottants non motorisés à vocation touristique) ;
- l'agriculture et l'élevage, la pêche professionnelle hauturière et l'aquaculture ;
- le transport maritime intérieur ;
- le transport aérien intérieur ;
- le traitement et la valorisation des déchets (économie circulaire) ;
- l'industrie (transformation de produits locaux issus du secteur primaire concourant à l'autosuffisance alimentaire, au traitement et à la valorisation des déchets du secteur primaire, à une production à forte valeur ajoutée pour l'exportation ou dans le cadre d'industries innovantes) ;
- le logement intermédiaire ;

L'accès aux aides demeure subordonné au respect des conditions et seuils prévus par le Code des investissements et les textes d'application en vigueur.





AIDE FISCALE À L'INVESTISSEMENT OUTRE-MER

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

L'aide fiscale à l'investissement Outre-Mer, communément appelée «défiscalisation nationale», est un dispositif instauré par l'État afin de soutenir le développement économique des territoires ultramarins et de compenser les contraintes structurelles liées à leur éloignement et à leur insularité.

Prévu par le Code général des impôts national et issu de la loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM), ce mécanisme permet à des investisseurs domiciliés en métropole ou dans les départements et régions d'outre-mer de bénéficier d'avantages fiscaux en contrepartie du financement de projets réalisés dans les collectivités ultramarines. La présente fiche présente les principales modalités applicables aux investissements réalisés en Polynésie française.

SECTEURS ÉLIGIBLES

Le dispositif est destiné aux investissements réalisés dans des secteurs dits «productifs», c'est-à-dire générant une activité économique de production de biens ou de services.
Sont notamment éligibles les projets relevant : du tourisme, de l'industrie, des transports, du secteur primaire (agriculture, pêche, aquaculture), de certaines activités de services à caractère productif, du logement social et du logement intermédiaire (dans les conditions prévues par la réglementation fiscale).

Certaines activités demeurent exclues du dispositif, notamment le commerce de détail, la restauration, à l'exception des établissements touristiques classés, les activités bancaires et financières, les assurances, la santé, l'enseignement, les activités culturelles et associatives, la construction de logements neufs destinés à l'habitation principale hors dispositifs spécifiques de logement social ou intermédiaire.

MONTANT DE L'AIDE

Les modalités de l'aide varient selon le type d'investisseur :

Investisseurs personnes physiques
Les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt représentant généralement entre 44,12 % et 54,36 % du montant hors taxes de l'investissement réalisé.

ORGANISMES

Haut-Commissariat de la Polynésie française (HC)

> Les contacter
Haut-Commissariat de la Polynésie française (HC) - BP 115 - 98713 Papeete - Tahiti
☎ **+ 689 40 468 700**

> Les rencontrer
59 Avenue Pouvana'a a Oopa, Papeete, Tahiti

Horaires d'ouverture du service:
Du lundi au jeudi : 07h30 à 16h00
Le vendredi : 07h30 à 15h00

Agence de développement économique (ADE)

> Les contacter
Agence de développement économique (ADE) - BP 1677 - 98713 Papeete - Tahiti
☎ **+ 689 40 505 600**

secretariat.ade@administration.gov.pf

> Les rencontrer
1er étage, Immeuble Fare Tony, Papeete, Tahiti BP 1677 - 98713 Papeete Tahiti, Polynésie française

Horaires d'ouverture du service:
Du lundi au jeudi : 08h00 à 16h00
Le vendredi : 08h00 à 15h00

choosetahitinow.pf

Contacter les cabinets spécialisés en défiscalisation nationale et agréés pour la Polynésie française.

Une part minimale de cet avantage fiscal doit être rétrocédée à l'entreprise exploitante ultramarine. Cette rétrocession représente un avantage économique direct d'au moins 24,7 % du montant hors taxes de l'investissement éligible.

Investisseurs personnes morales

Les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés peuvent bénéficier d'une déduction fiscale correspondant à 35 % du montant investi.

Une quote-part minimale de l'avantage fiscal, comprise entre 77 % et 80 %, doit être rétrocédée à l'entreprise ultramarine bénéficiaire. Cette rétrocession représente un avantage direct généralement compris entre 28 % et 30 % du montant hors taxes de l'investissement éligible.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les opérations de défiscalisation sont généralement structurées par des intermédiaires spécialisés agréés. Lorsque l'investissement est soumis à agrément, le dossier est déposé auprès de la Direction générale des finances publiques (DGFiP) et fait l'objet d'une instruction portant notamment sur l'éligibilité du secteur d'activité, la viabilité économique du projet, le plan de financement, le respect des obligations de rétrocession, la conformité aux règles fiscales applicables. Selon la nature du projet et le montant investi, l'obtention d'un agrément préalable du ministre chargé du budget peut être requise.

CUMUL AVEC LA DÉFISCALISATION LOCALE

Lorsqu'un projet remplit simultanément les conditions prévues par le code des investissements de la polynésie française et par la réglementation fiscale nationale, les dispositifs de défiscalisation locale et nationale peuvent être cumulés.

Cette combinaison permet d'optimiser le plan de financement et peut représenter une aide globale supérieure à 40 % du montant hors taxes de l'investissement.

Le cumul implique toutefois la constitution de deux dossiers distincts :

- un dossier instruit par les services compétents de la Polynésie française ;
- un dossier instruit par les services compétents de l'Etat, sur la base d'un avis formulé par la Polynésie française, dans le cadre de la défiscalisation nationale.

SEUILS D'AGRÉMENT

Secteur ou catégorie de projet	Seuil d'agrément
Secteurs dits "sensibles"	Dès le premier euro investi
Secteurs non sensibles	À partir de 250 000 €
Agriculture et aquaculture (entreprise de plus de deux ans)	À partir de 250 000 €
Agriculture et aquaculture (entreprise de moins de deux ans)	Dès le premier euro investi
Montage en RIOM avec intégration fiscale et agrément préalable du ministre chargé du budget	À partir de 1 M€
Logement social	À partir de 2 M€

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM)

CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS

> Article 199 undecies A
> Article 199 undecies B
> Article 199 undecies C
> Article 217 undecies
> Article 217 duodecies
> Article 244 quater W
> Article 244 quater Y



AIDE À LA PROMOTION DES CHARTERS NAUTIQUES

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Des aides à la promotion touristique peuvent être accordées aux entreprises de navigation charter (appelée aussi charter nautique) résidant, en vue de promouvoir leurs programmes d'activités en Polynésie française.

En 2023, déploiement d'une signalétique dédiée aux compagnies de charter nautique voir :
https://9zvj3.r.a.d.sendibm1.com/mk/mr/sh/SMJz09SDriOHTb0RSftTgX-qCFt1J/4lnq3i_TKf02)
ou sur notre site internet : https://tahititourisme.org/medias-presse/communiques-de-presse/deploiement-dunesignaletique-dediee-aux-compagnies-de-charter-nautique-locales/

En collaboration avec la DPAM et le Service du Tourisme.

Le kit comprend 2 macarons autocollants et 1 guidon.

Réalisation d'une campagne internationale dédiée au charter nautique : https://tahititourisme.org/statistiques-marches/segments-de-marche/charter-nautique

Réalisation d'un épisode dans la campagne de sensibilisation locale «Ensemble, agissons pour un tourisme durable» :
https://youtu.be/m-PNprcMPPs

Autres infos pratiques :

> visibilité sur les sites internet de Tahiti Tourisme ;
> inscription dans la base de données de Tahiti Tourisme qui permet d'être référencé sur tous ses sites internet et dans les brochures promotionnelles ;
> mise à disposition d'une banqie d'images en ligne, gratuite et disponible à toute l»industrie touristique. Contenus disponibles : photos, vidéos thématiques spécifiques au charter nautique, rushes vidéos, brochures ;
> Tahiti Tourisme organise le salon du tourisme 2 fois par an, les charters nautiques sont invités à s'inscrire et participer au salon pour vendre leurs prestations ;
> réalisation de posts dédiés sur FB / IG / Tik Tok / etc. pour promouvoir le charter nautique ;
> mise en relation des entreprises de charter nautique lors d'événements internationaux avec l'industrie touristique internationale (salons internationaux) ;

ORGANISME

Service du tourisme

> Les contacter
Service du tourisme
BP 4527 – 98713 Papeete – Tahiti
☎ **+689 40 47 62 00**
sdt@administration.gov.pf
sdt@tourisme.gov.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : **7h30 à 15h30**
Vendredi : **7h30 à 14h30**

Horaires d'accueil de la Cellule des aides :
Du lundi au vendredi : 07h30 à 12h00

> Les trouver
Immeuble Paofai, 1er étage du bâtiment D, Boulevard Pomare, Papeete - Tahiti

Tahiti Tourisme

> Les contacter
Gare Maritime Papeete - 2e étage
BP 65 - 98 713 Papeete
☎ **+689 40 50 40 30**
info@tahititourisme.org
www.TahitiTourisme.org

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture, Siège Tahiti Tourisme :
Du lundi au jeudi : **7h30 à 17h00**
Vendredi : **7h30 à 16h00**

- intégration du charter nautique dans les voyages de familiarisation organisés par Tahiti Tourisme ;
- organisation du Tere Na Tua avec la participation des charters nautiques de Tahiti pour transporter les participants lors d'une journée découverte et détente ;
- Tahiti Tourisme est partenaire des événements tels que la Tahiti Pearl Regatta, la Tahiti Moorea Sailing Rendez-Vous avec une couverture médiatique prise en charge par Tahiti Tourisme (via la venue de journalistes internationaux spécialisés).

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

A qui s'adresse le dispositif ?

Elle s'adresse à celles et ceux qui détiennent une licence de navigation charter.

Les entreprises de navigation charter résidant en Polynésie française, propriétaires ou armateurs de navires francisés et mis à la consommation dans le territoire.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Les aides à la promotion touristique s'effectuent sous la forme d'une participation technique ou financière aux actions promotionnelles ou publicitaires engagées sur les marchés extérieurs par les entreprises de navigation charter.
La participation financière est faite dans le cadre du budget de «Tahiti Tourisme», dans la limite des crédits impartis lorsque les campagnes publicitaires et promotionnelles des entreprises de navigation charter agréées sont menées conjointement avec cet organisme.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez le service du tourisme et Tahiti Tourisme pour la promotion de votre activité sur ses supports.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

- Forme juridique : personne physique ou morale.
- Publics visés par le dispositif : celles et ceux qui détiennent une licence de navigation charter.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

- Loi du Pays n° 2018-36 du 9 novembre 2018 modifiant la loi du Pays n° 2011-20 du 1er août 2011 instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des pensions de famille.
- Arrêté n° 2467 CM du 29 novembre 2018 portant application de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 instaurant un dis- positif d'aide au développement en faveur des « pensions de famille».



AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PENSIONS DE FAMILLE

CRÉATION

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Cette aide soutient des programmes de développement entrant dans les champs d'application suivants :

- Création d'une pension de famille ;
- Rénovation d'une pension de famille ;
- Extension d'une pension de famille ;
- Mise en conformité d'une pension de famille aux normes règlementaires d'hygiène, d'urbanisme, de sécurité ou de classement telles que visées par la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 portant règlementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française et l'arrêté n° 1255 CM du 11 juillet 2019 fixant les modalités de contrôle des normes de sécurité et d'accueil du public pour le classement des établissements d'hébergement touristique ;
- Création d'activités directement liées à l'exploitation d'une pension de famille ;
- Frais d'études ou d'expertise pour des études-conseils de création, d'extension, de rénovation ou de mise en conformité d'une pension de famille ;
- Formation des gérants ou exploitants d'une pension de famille ;
- L'adhésion volontaire à un label de qualité ayant trait à l'activité d'une pension de famille.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Cette aide s'adresse aux pensions de famille soit en chambre d'hôtes, soit en fare d'hôtes qui doivent être classées ou avoir fait une demande de classement. Les pensions doivent avoir préalablement déclaré leur activité auprès du Service du tourisme.

ORGANISME

Service du tourisme

> Les contacter
Service du tourisme
BP 4527 – 98713 Papeete – Tahiti

☎ **+689 40 47 62 00**

sdt@administration.gov.pf
sdt@tourisme.gov.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

Horaires d'accueil de la Cellule des aides :
Du lundi au vendredi : 07h30 à 12h00

> Les trouver
Immeuble Paofai, 1er étage du bâtiment D, Boulevard Pomare, Papeete – Tahiti

Service du tourisme



MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Les subventions sont plafonnées à 10 000 000 FCFP pour la création à 7 000 000 FCFP pour l'extension et la rénovation et à 5 000 000 FCFP pour les autres activités liées à l'exploitation de l'établissement.

Possibilité de renouveler la demande d'aide tous les 3 ou 5 ans en fonction du programme d'investissement et d'obtenir un soutien supplémentaire dans la limite de 20% du montant des dépenses éligibles aux critères de performance environnementale et d'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Remplissez le formulaire prévu, disponible en ligne ou bien directement dans les bureaux du service puis déposez-le ou envoyez-le par mail.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique
> Publics visés par le dispositif

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du Pays n° 2018-36 du 9 novembre 2018 modifiant la loi du Pays n° 2011-20 du 1er août 2011 instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des pensions de famille.

> Arrêté n° 2467 CM du 29 novembre 2018 portant application de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des «pensions de famille».



AIDE À L'ÉQUIPEMENT DES PETITES ENTREPRISES - AEPE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

L'AEPE est une aide financière pour les petites entreprises en création ou en développement.
Le but est de les aider à investir dans l'acquisition d'équipements neufs et l'aménagement des locaux dédiés à l'activité. C'est un encouragement à investir davantage dans des outils de travail modernes et productifs pour booster l'activité et l'emploi durable.

Quelques exemples :

- armoires réfrigérées en inox, à faible consommation d'énergie pour la transformation alimentaire,
- achat d'un bateau aménagé pour les excursions nautiques,
- de l'outillage pour les artisans du bâtiment,
- aménager une cuisine professionnelle dans le respect des normes d'hygiène …

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

✔ Les petites et moyennes entreprises.

Se renseigner auprès de la DGAE sur les activités éligibles ou non.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Jusqu'à 50 % du montant de l'investissement hors TVA dans la limite de 3 000 000 F CFP.

Les dépenses engagées avant le dépôt de la demande d'aide (sauf catastrophe naturelle constatée par arrêté en Conseil des Ministres) ne sont pas éligibles.

L'entreprise bénéficiaire de l'aide doit, dans un délai de 12 mois suivant la notification de l'arrêté, justifier la réalisation de l'intégralité de l'investissement indiqué dans la demande d'aide, au moyen de factures acquittées.

ORGANISME

Direction Générale des Affaires Economiques - DGAE

> Les contacter
Direction Générale des Affaires Économiques :
BP 82 – 98713 Papeete – Tahiti
☎ **+689 40 50 97 97**
+689 40 50 97 79
secretariat.dgae@administration.gov.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

Horaires d'accueil de la Cellule des aides économiques :
Du lundi au vendredi : 07h30 à 12h00

> Les trouver
N°31 voie O Fare Ute – Papeete
Bâtiments des affaires économiques

Direction Générale des Affaires Économiques



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Le dossier de demande d'aide est à déposer sur la plate-forme "i-turu" : www.ituru.gov.pf



CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique : les petites et moyennes entreprises ;
> Personnes visées : personnes physiques et personnes morales.

LIENS

Aspedit, cores

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du pays n° 2017-18 du 09/10/2017
> Arrêté n° 1855 CM du 18/10/2017

AIDE À L'INSTALLATION DES JEUNES DIPLÔMÉS (AIJD)

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

L'AIJD est un dispositif d'aide à la création ou la reprise d'une activité professionnelle indépendante.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Les bénéficiaires de l'aide sont des personnes physiques de nationalité française et âgées de moins de 35 ans au 1er janvier de l'année au cours de laquelle elles présentent leur demande d'aides.

Elles sont titulaires de diplômes de l'enseignement supérieur sanctionnant un cursus d'au moins 5 années d'études après l'obtention du baccalauréat.

Elles exercent pour la première fois en Polynésie française une activité professionnelle à titre indépendant conforme aux qualifications que leur confèrent leurs diplômes.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Les jeunes diplômés peuvent bénéficier d'une aide financière directe. L'aide est au plus égale à 30 % des investissements TTC, dans la limite de 6 000 000 F CFP.

Les dépenses engagées avant le dépôt de la demande d'aide ne sont pas éligibles.

En plus, existent des avantages fiscaux :

- lorsque le projet consiste en la reprise d'une activité préexistante, le cédant est exonéré d'impôt sur les sociétés et d'impôt sur les transactions sur le prix de cession des actifs professionnels au jeune diplômé ;
- lorsque l'activité projetée par le jeune diplômé est exercée dans des locaux faisant l'objet d'un bail commercial ou d'un bail professionnel, le bailleur bénéficie d'un abattement provisoire de 50 % sur la valeur locative servant de base au calcul de la contribution des patentes et de l'impôt foncier sur les propriétés bâties. En contrepartie de ces abattements, le bailleur accorde un abaissement du loyer initialement envisagé ;

ORGANISME

Direction Générale des Affaires Economiques - DGAE

> Les contacter
Direction Générale des Affaires Économiques :
BP 82 – 98713 Papeete – Tahiti
☎ **+689 40 50 97 97**
+689 40 50 97 79
secretariat.dgae@administration.gov.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

Horaires d'accueil de la Cellule des aides économiques :
Du lundi au vendredi : 07h30 à 12h00

> Les trouver
N°31 voie O Fare Ute – Papeete
Bâtiments des affaires économiques

Direction Générale des Affaires Économiques



- les ventes de fonds de commerce ou de clientèle à un jeune diplômé sont exonérées de droits d'enregistrement ;

- le matériel neuf et indispensable à l'exercice de la profession du jeune diplômé peut bénéficier d'une exonération de tous droits et taxes à l'importation, y compris, la taxe pour l'environnement, pour l'agriculture, pour la pêche, la taxe spécifique grands travaux et routes, la taxe sur les équipements électriques importés, la taxe de développement local, la taxe de consommation pour la prévention à l'exception toutefois de la taxe de péage, de la redevance aéroportuaire et de la participation informatique douanière.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Le dossier de demande est à renseigner sur le formulaire type fourni par la DGAE sur www.service-public.pf/dgae

Les bénéficiaires ont obligation d'exercer l'activité aidée pendant une durée minimum de 5 ans.



CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique : néant ;
> Personnes visées : personnes physiques et personnes morales

LIENS

Aspedit, cores

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du pays n° 2018-7 du 15 mars 2018, modifiée
> Arrêté n° 1656 CM du 23 octobre 2020

AIDE À LA CRÉATION ET À LA REVITALISATION DES PETITS COMMERCES ET DES RESTAURANTS – APCR

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

L'APCR est une aide financière pour les petits commerces et restaurants, afin d'améliorer l'attractivité de leur point de vente ou de la restauration à l'exception des entreprises exerçant leur activité de manière ambulante. Le but est d'améliorer l'attractivité de leur point de vente ou de restauration.

Les dépenses éligibles portent sur l'aménagement et la rénovation du local exploité par l'entreprise, à savoir : la signalétique et la mise en valeur des enseignes commerciales et publicitaires et des façades extérieures du point de vente ou de restauration, la réalisation ou la rénovation des vitrines, les aménagements extérieurs visant à faciliter l'accès des consommateurs (rampe d'accès pour les personnes à mobilité réduite,…), les aménagements intérieurs (revêtement, éclairage, climatisation, mise aux normes,…).

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Cette aide peut être sollicitée par toute entreprise exerçant une activité de commerce de biens ou de services, y compris de services à la personne disposant d'un local professionnel ou de restaurations, dont la superficie accessible à la clientèle est inférieure à 150 m².

Sont exclues du bénéfice de l'aide, les entreprises exerçant une activité de commerce ou de restauration de manière ambulante.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

L'aide prend la forme d'une subvention représentant jusqu'à 50 % du montant de l'investissement hors TVA dans la limite de 5 000 000 F CFP.

Le montant est déterminé en fonction du plan de financement.

ORGANISME

Direction Générale des Affaires Economiques - DGAE

> Les contacter
Direction Générale des Affaires Économiques :
BP 82 – 98713 Papeete – Tahiti
☎ **+689 40 50 97 97**
+689 40 50 97 79
secretariat.dgae@administration.gov.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

Horaires d'accueil de la Cellule des aides économiques :
Du lundi au vendredi : 07h30 à 12h00

> Les trouver
N°31 voie O Fare Ute – Papeete
Bâtiments des affaires économiques

Direction Générale des Affaires Économiques



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Le dossier de demande d'aide est à déposer sur la plateforme "i-turu" : www.ituru.gov.pf

Le dossier de demande d'aide est à déposer sur le formulaire en ligne du site de la DGAE.

Les dépenses engagées avant le dépôt de la demande d'aide (sauf catastrophe naturelle constatée par arrêté en Conseil des Ministres) ne sont pas éligibles.

L'entreprise bénéficiaire de l'aide doit, dans un délai de 12 mois suivant la notification de l'arrêté, justifier la réalisation de l'intégralité de l'investissement indiqué dans la demande d'aide, au moyen de factures acquittées.

L'aide est versée en totalité à compter de la publication au JOPF de l'arrêté d'attribution de l'aide.



CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique : toutes les entreprises ;
> Personnes visées : personnes physiques et personnes morales.

LIENS

Aspedit, cores

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du pays n° 2017-18 du 09/10/2017
> Arrêté n° 1855 CM du 18/10/2017

EXONÉRATION DOUANIÈRE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Ce dispositif vise à améliorer la compétitivité des activités manufacturières locales de production ou de transformation en réduisant le coût de leurs intrants.
Il consiste en des exonérations du droit de douane frappant l'importation de matières premières, biens intermédiaires et produits finis entrant dans le processus de fabrication ou de transformation. La liste de ces matériaux est fixée par arrêté pris en conseil des ministres.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Une entreprise est éligible au bénéfice de l'exonération douanière, dès lors qu'elle remplit les trois conditions cumulatives suivantes :

a) être une entreprise dont l'activité principale relève des classes 01 à 32 de la nomenclature d'activité française ;
b) être inscrite au répertoire territorial des entreprises de la Polynésie française, tenu par l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;
c) réaliser, en Polynésie française, le processus de fabrication ou de transformation.

Éligibilité des matières premières, biens intermédiaires et produits finis exonérés :
Pour être exonérés du droit de douane, les matières premières, biens intermédiaires et produits finis doivent cumulativement :

- être importés par une entreprise éligible au dispositif d'exonération douanière ;
- entrer dans le processus de fabrication ou de transformation de l'entreprise éligible.

Attention : Les produits relevant du chapitre 71 du tarif des douanes* et les produits concurrençant les productions locales sont exclus du dispositif d'exonération douanière.

Il existe différents processus qui ne constituent pas un processus de transformation et qui ne sont donc pas éligibles au dispositif d'exonération douanière. Il s'agit notamment :

1- les manipulations destinées à assurer la conservation en l'état des produits pendant leur transport et leur stockage ;
2- les opérations de dépoussiérage, de criblage, de triage, de classement, d'assortiment, y compris la composition de jeux de marchandises, de lavage, de peinture et de découpage ;

* Chapitre 71 du tarif des douanes : perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières, bijouterie de fantaisie, monnaies.

ORGANISME

Direction Générale des Affaires Economiques - DGAE

> Les contacter
Direction Générale des Affaires Économiques :
BP 82 – 98713 Papeete – Tahiti
☎ **+689 40 50 97 97**
+689 40 50 97 79
secretariat.dgae@administration.gov.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

Horaires d'accueil de la Cellule des aides économiques :
Du lundi au vendredi : 07h30 à 12h00

> Les trouver
N°31 voie O Fare Ute – Papeete
Bâtiments des affaires économiques

Direction Générale des Affaires Économiques



3- les divisions et réunions de colis et changements d'emballages ;
4- la mise en bouteilles, en flacons, en canettes, en sacs, en étuis, en boîtes, sur planchettes, ainsi que toutes autres opérations de reconditionnement après avoir divisé ou rassemblé des produits importés autrement ;
5- l'apposition, sur les produits eux-mêmes ou sur leurs emballages, de marques, d'étiquettes ou d'autres signes distinctifs similaires ;
6- la réunion de parties d'articles en vue de constituer un article complet ;
7- le cumul de plusieurs opérations figurant aux 1 à 6.

Matières premières, biens intermédiaires et produits finis exonérés :
Le conseil des ministres définit par arrêté, la liste des matières premières, biens intermédiaires et produits finis bénéficiant d'exonération douanière. Il peut étendre le dispositif aux matériaux intervenant dans le conditionnement et / ou l'emballage, par une entreprise éligible, du produit issu de la transformation ou de la fabrication.

Modification de la liste des matières premières, biens intermédiaires et produits finis exonérés :
Une entreprise éligible peut solliciter la modification de la liste des matières premières, biens intermédiaires et produits finis, sous réserve de justifier que ces derniers entrent dans son processus de fabrication ou de transformation. À ce titre, l'entreprise éligible qui sollicite la modification de la liste doit déposer un dossier auprès de la DGAE. Ce dossier doit comporter le formulaire dûment complété, ainsi que les pièces et renseignements suivants :

I. Concernant l'identification de l'entreprise :
a) descriptif des activités de l'entreprise ;
b raison sociale, forme juridique, numéro d'inscription au répertoire territorial des entreprises, le cas échéant, numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés, nom du représentant légal ;
c) extrait k-bis de moins de trois mois, pour les entreprises immatriculées au registre du commerce et des sociétés ;
d) effectif total (ventilation de l'effectif entre le personnel de production et le personnel hors production) ;
e) liste des produits fabriqués ou transformés par l'entreprise ;
f) montant du chiffre d'affaires annuel réalisé par l'entreprise sur les 2 derniers exercices clos.

II. Concernant l'identification du ou des nouveaux produits :
a) description du produit fini, de son processus de production ou de transformation et des modalités d'intégration, dans ce produit fini, de la matière première, du bien intermédiaire ou du produit fini pour lequel l'exonération est sollicitée ;
b) quantité annuelle et le montant de la valeur CAF de chaque matière première concernée. Pour les entreprises nouvellement créées, ces évaluations correspondent aux prévisions d'importation des matières premières ou produits ;
c) description des retombées économiques attendues de l'exonération du droit de douanes, en termes de prix, d'emploi ou d'autres retombées économiques ou sociales en Polynésie française.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique : néant ;
> Personnes visées : personnes physiques et personnes morales

LIENS

Formulaire

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du pays n° 2022-16 du 31 mars 2022 portant modernisation du système fiscal en faveur de la dynamisation de l'investissement local ;
> Arrêté n° 1198 CM du 8 juillet 2022 modifié fixant les modalités d'application du régime d'exonération des activités de production ou de transformation, défini par la loi du pays n° 2022-16 du 31 mars 2022 portant modernisation du système fiscal en faveur de la dynamisation de l'investissement local.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez la DGAE.

Le dossier est à adresser à :
DGAE, voie O, Fare Ute, Papeete
BP 82 - 98713 Papeete, Tahiti

INSERTION PAR LA CRÉATION OU LA REPRISE D'ACTIVITÉ - FA'ATI'A

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Fa'ati'a est un dispositif d'aide financière du Pays, géré par la Cellule d'Aide à la Création d'Entreprise (ACE) du Service de l'emploi.
Le bénéfice de cette aide est accordé, sous réserve du respect de certaines conditions, pour une durée maximale de trois ans, durant lesquelles l'indemnité mensuelle est dégressive après la 1ère et la 2ème année. Cette aide a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle en soutenant la création ou la reprise d'une activité par un accompagnement du bénéficiaire et le versement d'une aide financière. En fonction du domaine d'activité, le porteur de projet peut être accompagné par un « organisme référent », dont les missions consistent à conseiller et/ou accompagner pendant l'activité.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Le FA'ATI'A est une aide destinée aux porteurs de projet souhaitant créer/ou reprendre une entreprise.

Pour en bénéficier, il faut :

- être majeur ;
- être inscrit au Service de l'emploi en tant que demandeur d'emploi ;
- justifier de 5 ans de résidence ou de 2 ans de mariage, pas ou concubinage avec un résident ;
- avoir des compétences dans le domaine choisi et des bases en gestion ou en comptabilité afin d'assurer la viabilité du projet.
- être pleinement investi dans son projet (ne pas être en emploi ou déjà patenté, ni en retraite).

Il ne faut pas déjà avoir bénéficié de l'ICRA.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Il s'agit d'une «Prime de démarrage» d'un montant maximum de 500 000 F CFP pour l'achat de matériel lié à l'activité et d'une «Indemnité mensuelle» dégressive sur 3 ans : 90 000 FCFP, 60 000 FCFP et 30 000 FCFP.

ORGANISME

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion – Sefi

> Les contacter
Cellule d'Aide à la Création d'Entreprise — (ACE)
Par téléphone : le lundi et vendredi
de 7h30 à 11h30
BP 540 - 98713 Papeete
☎ **+689 40 46 12 12**
icra@sefi.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Le jeudi : 07h30 à 11h30 sans rdv au siège du Service de l'emploi

> Les trouver
Immeuble Papineau
Rue Monseigneur Tepano Jausen

www.sefi.pf



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ **Etape 1** – Vérifier que votre inscription au Service de l'emploi est bien à jour.

✔ **Etape 2** – Remplir le questionnaire d'éligibilité .

✔ **Etape 3** – Si vous êtes éligible, vous serez invité.e à participer à une Session d'Accompagnement Entrepreneurial (SAE) (facultative mais vivement conseillée) et vous recevrez le lien vers le formulaire de demande d'aide FA'ATI'A.

✔ **Etape 4** – Dès la validation du dépôt de la demande, vous pourrez procéder à votre immatriculation.

✔ **Etape 5** – Pendant l'instruction de votre dossier, la cellule aide à la création d'entreprises (CACE) vous informera de la complétude de votre dossier ou des pièces manquantes à fournir.

✔ **Etape 6** – Dès que votre dossier est complet et que l'instruction est terminée, il est présenté en commission.

✔ **Etape 7** – Vous serez informé.e de la décision de la «Commission».

Avis favorable : vous bénéficierez de l'aide FA'ATIA, après avoir immatriculé votre activité.
Dans le cas où la commission émet des réserves, vous devrez «lever les réserves» émises par la commission avant de pouvoir percevoir l'aide.

Un guide complet sur le dispositif FA'ATI'A est disponible sur le site sefi.pf sur la page dédiée au FA'ATI'A.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique : entreprise individuelle.
> Publics visés : les demandeurs d'emploi porteurs de projet.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Code du travail : Partie V – Livre II
> Titre III Partie loi du pays : Art. LP.5231-1 et suivants
> Partie arrêtée : Art. A.5231-1 et suivants



PRISE EN CHARGE DU FRET

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

La prise en charge du fret vers Tahiti ou vers les îles vise à favoriser le développement économique et social des îles autres que Tahiti, le Pays prend en charge le fret maritime interinsulaire de certaines marchandises (de quai à quai uniquement).

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Pour les professionnels (services publics exclus) ou particuliers qui construisent ou aménagent un logement dans les îles par exemple, les frais de transport de matériaux de construction peuvent largement être diminués. En effet, le Pays prend en charge le coût de transport maritime de Tahiti vers les îles du ciment, des tôles ondulées usinées localement, du bois de sapin traité, des panneaux de fibres de bois (ex : Pinex), etc.

De même, les artisans, les commerçants, les éleveurs, les agriculteurs, les aquaculteurs et les groupements de producteurs agricoles ou aquacoles des îles autres que Tahiti peuvent également bénéficier d'une prise en charge, par le budget de la Polynésie française du fret pour l'envoi de leurs produits vers Tahiti ou vers d'autres îles, en relation avec leur activité.

La prise en charge tient compte du statut juridique des personnes (expéditeurs et destinataires)

Par exemple : le coût du transport maritime des produits destinés à l'agriculture et à l'aquaculture (engrais, kit potager solidaire expédiés par la CAPL, etc.) est pris en charge uniquement lorsqu'ils sont destinés à :

a) Une personne physique ou morale titulaire d'une carte CAPL en cours de validité uniquement pour les produits en lien avec les activités déclarées sur sa carte ;
b) Une entreprise immatriculée au registre du commerce et des sociétés (RCS) et qui assure la revente des produits.

Toutes les conditions sur le statut des personnes, qui varient selon la nature des produits transportés (par ex. : produit PPN ou produit artisanal) et le trajet maritime emprunté (Tahiti > îles ou îles > Tahiti/ autres îles), sont précisées dans l'arrêté 1586 CM du 13 septembre 2023.

ORGANISME

Direction Générale des Affaires Economiques - DGAE

> Les contacter
Direction Générale des Affaires Économiques :
BP 82 – 98713 Papeete – Tahiti
☎ **+689 40 50 97 97**
+689 40 50 97 79
secretariat.dgae@administration.gov.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

Horaires d'accueil de la Cellule des aides économiques :
Du lundi au vendredi : 07h30 à 12h00

> Les trouver
N°31 voie O Fare Ute – Papeete
Bâtiments des affaires économiques

Direction Générale des Affaires Économiques



MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Le fret est pris en charge de Tahiti vers les îles, pour :
- Des produits de première nécessité (PPN) ;
- De l'eau destinée aux îles de Tuamotu-Gambier ;
- Certains matériaux de construction (ciment, bois de sapin traité, Pinex, etc.) ;
- Des produits destinés à l'agriculture et à l'aquaculture (fertilisants, ombrières, etc.) ;
- Des produits contribuant à l'amélioration des conditions de vie matérielles des ménages (certains produits alimentaires) ;
- Certains produits nécessaires à l'activité des boulangers ou pâtissiers.

Le fret est pris en charge des îles vers Tahiti ou des îles à destination d'autres îles de Polynésie française, pour :
- Des produits agricoles (non transformés) ;
- Des produits de l'artisanat traditionnel ;
- Certains produits transformés dans les îles (taro découpé, poisson séché, etc.).

Le coût du transport des produits en provenance des îles, en transit à Tahiti et à destination finale d'une île autre que Tahiti, est pris en charge dans sa totalité sous certaines conditions.

Cette prise en charge s'effectue par paiement direct aux armateurs et est de 100 % du coût du transport. Cela signifie qu'aucun remboursement n'est possible auprès des usagers.

Le chargeur ou le destinataire ne paie rien, car le fret est acquitté directement auprès de l'armateur sur la base du tarif réglementé et calculé selon les modalités prévues par l'arrêté n° 767 CM du 20 juin 2012 fixant les tarifs maximaux de fret et de passages maritimes en Polynésie française, hors TVA.



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez la DGAE.

C'est l'armateur qui effectue les démarches auprès de la DGAE.

Pour cela, il doit fournir :

1. Un connaissement
Normalement, c'est le chargeur/expéditeur qui établit le connaissement, et le remet à l'armateur en même temps que les marchandises à transporter.
Il s'agit soit d'un connaissement « papier » daté et signé par le chargeur et par l'armateur, soit d'un connaissement dématérialisé établi en ligne sur la plateforme de gestion des connaissements maritimes dénommée « REVATUA » : Revatua ou DPAM

Doit obligatoirement figurer sur le connaissement :
- Le nom du chargeur (et son numéro Tahiti, s'il est soumis à l'obligation d'être inscrit au répertoire territorial des entreprises) ;
- Le nom du destinataire (et son numéro Tahiti, s'il est soumis à l'obligation d'être inscrit au répertoire territorial des entreprises) ;
- La dénomination précise du produit dont le fret est pris en charge ;
- Le conditionnement, le poids ou le volume du produit ;
- Le nombre de colis.

2. Une facture
Il s'agit de la facture récapitulative de transport établie et signée par l'armateur, listant les connaissements facturés et indiquant la date et le numéro du voyage.

Tous les autres frais de transport sont à la charge des usagers, notamment les frais de livraison qui relèvent du transport terrestre routier.

AIDE À L'INCLUSION DIGITALE (AID)

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Le dispositif d'aide à l'inclusion digitale a pour objectif de rendre les outils et ressources du numérique accessibles à chaque individu, principalement l'Internet.

Ce dispositif vise également à favoriser la transmission des compétences numériques qui permettront de faire de ces outils un levier d'insertion sociale et économique.

Cette aide financière intervient sur la base d'un cofinancement des frais relatif aux dépenses liées aux équipements et installations nécessaires au raccordement Internet.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Sont bénéficiaires de cette aide, les associations à but non lucratif :

- Immatriculées en Polynésie française depuis un minimum de 3 années ;
- Dont l'objet porté dans les statuts permet d'officier dans les secteurs de :
  - > l'insertion à l'emploi (formation des acteurs pour la maîtrise des savoirs et des compétences de base pour accéder à l'emploi) ;
  - > la cohésion sociale (soutien à la cellule familiale, lutte contre la rupture intergénérationnelle, lutte contre l'illettrisme, l'absentéisme et le décrochage scolaire) ;
  - > la santé (lutte contre les dépendances, traitement des problématiques de santé et de prévention de proximité, sensibilisation aux bons comportements et à l'hygiène).

- Disposant de locaux fixes ;
- Présentant un projet d'inclusion digitale. Ces dernières doivent être à jour de leurs obligations fiscales et sociales.

ORGANISME

Direction générale de l'économie numérique – DGEN

> Les contacter
Direction générale de l'économie numérique – DGEN :
☎ **+689 40 54 48 60**
contact@dgen.gov.pf
dgen@polynesie-francaise.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : **08h00 à 17h00**
Le vendredi : **08h00 à 16h00**

> Les trouver
1er étage Immeuble Toriki
Rue Dumond D'Urville – Papeete

Direction Générale de l'Économie Numérique - DGEN



Les dépenses éligibles à l'aide à l'inclusion digitale sont les suivantes :

1- les dépenses relatives à la connexion internet comprenant :

- Les frais de raccordement au réseau d'un opérateur de télécommunications dans les locaux dédiés à l'association ;
- Les frais d'installation au réseau d'un opérateur de télécommunications dans les locaux dédiés à l'association ;
- L'achat des équipements permettant de se connecter à Internet ;
- Les frais de mise en service au réseau d'un opérateur de télécommunications.

2- les dépenses relatives à l'achat de matériel informatique comprenant :

- Un ordinateur ;
- Les imprimantes multifonction à jet d'encre ou laser (imprimante, scanner, photocopieur) ;
- Les périphériques informatiques (écran, clavier, souris).

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Pour les dépenses relatives à la connexion internet comprenant, le montant de l'aide à connexion internet est plafonné à 300 000 FCFP TTC.

Pour les dépenses relatives à l'achat de matériel informatique, le montant de l'aide à l'achat de matériel informatique est plafonné à 400 000 FCFP TTC. De plus, le prix unitaire de chaque matériel et/ou équipement doit être inférieur à 50 000 FCFP TTC.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

La gestion de ce dispositif d'aide à l'inclusion digitale en Polynésie française, est assurée par la direction générale de l'économie numérique (DGEN). Elle assure l'instruction et le suivi des dossiers de demande d'aide à la connexion des entreprises polynésiennes.

La demande doit se faire en ligne : mes-démarches.gov.pf

Les dépenses engagées par l'entreprise avant le dépôt de la demande d'aide ne sont pas éligibles au présent dispositif.

L'aide ne peut être attribuée qu'une fois par association bénéficiaire pour une période de 3 ans à compter de son attribution. Les aides sont attribuées dans la limite des crédits disponibles.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi de Pays N°2020-30 du 17 septembre 2020
> Arrêté N°1623 du 20 octobre 2020



AIDE À LA CONNEXION INTERNET (ACI)

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Le dispositif d'aide à la connexion à l'Internet a pour objectif de favoriser et d'encourager le raccordement des entreprises polynésiennes à l'Internet.

En effet, si le taux de connexion des grandes entreprises polynésiennes est de 100%, celui des petites entreprises de moins de 10 salariés atteint avec beaucoup de peine les 72%. Par ailleurs, de fortes disparités géographiques existent et ces dernières sont également constatées dans certains secteurs d'activité. Autant d'éléments qui témoignent d'un potentiel d'amélioration dans l'accompagnement des entreprises polynésiennes dans leur transformation numérique.

Cette aide financière intervient sur la base d'un cofinancement des frais relatif aux dépenses liées aux équipements et installations nécessaires au raccordement Internet.

L'ACI intervient sur la base d'un cofinancement des dépenses. L'aide ne peut être attribuée qu'une fois par bénéficiaire pour une période de 3 ans à compter de son attribution et dans la limite des crédits disponibles. Les bénéficiaires justifient auprès de l'autorité administrative des dépenses engagées dans un délai de 6 mois à compter de la date de publication.

Les dépenses éligibles sont les suivantes :

1- les dépenses relatives à la connexion internet comprenant :

- Les frais de raccordement au réseau d'un opérateur de télécommunications ;
- Les frais d'installation au réseau d'un opérateur de télécommunications ;
- L'achat des équipements permettant de se connecter à Internet ;
- Les frais de mise en service au réseau d'un opérateur de télécommunications.

2- les dépenses relatives à l'achat de matériel informatique comprenant :

- Un ordinateur ;
- Les imprimantes multifonction à jet d'encre ou laser (imprimante, scanner, photocopieur) ;
- Les périphériques informatiques (écran, clavier, souris).

ORGANISME

Direction générale de l'économie numérique – DGEN

> Les contacter

Direction générale de l'économie numérique – DGEN :
☎ **+689 40 54 48 60**
contact@dgen.gov.pf
dgen@polynesie-francaise.pf

> Les rencontrer

Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 08h00 à 17h00
Le vendredi : 08h00 à 16h00

> Les trouver

1er étage Immeuble Toriki
Rue Dumond D'Urville – Papeete

Direction Générale de l'Économie Numérique - DGEN



CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Elle s'adresse aux personnes physiques non-salariées, exerçant leur activité sous forme d'entreprise individuelle en Polynésie française, à jour de leurs obligations fiscales et sociales et aux personnes morales, exerçant leur activité en Polynésie française, à jour de leurs obligations fiscales et sociales.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Pour les dépenses relatives à la connexion internet le montant de l'aide à la connexion internet est plafonné à 300 000 FCFP TTC, ne pouvant excéder 70% du montant total TTC des dépenses éligibles pour les personnes physiques ou morales dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur ou égal à 20 millions FCFP.

Le montant de l'aide à la connexion internet est plafonné à 200 000 FCFP TTC, ne pouvant excéder 70% du montant total TTC des dépenses éligibles pour les personnes physiques ou morales dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 20 millions FCFP.

Pour les dépenses relatives à l'achat de matériel informatique le montant de l'aide à l'achat de matériel informatique est plafonné à 150 000 FCFP TTC, et le prix unitaire de chaque matériel et/ou équipement éligible doit être inférieur à 50 000 FCFP TTC. Seules les personnes physiques ou morales dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur ou égal à 20 millions FCFP, sont éligibles à l'aide à l'achat de matériel informatique.

Quelle démarche à suivre ?

Cette démarche en ligne constitue le dossier de demande d'aide financière dans le cadre de l'Aide à la Connexion Internet (ACI).

Pour les associations : Aide à la connexion Internet (ACI) - (Associations) V2
Pour les patentés : Aide à la connexion Internet (ACI) - (Patentés) V2
Pour les entreprises (personnes morales) :
Aide à la connexion Internet (ACI) - (Patentés) V2

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

- Loi du Pays n° 2020-28 du 17 septembre 2020 portant modification de la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016, modifiée, portant création du dispositif d'aide à la connexion "Internet" en Polynésie française – Article LP1.
- Délibération 2016-97 du 13 octobre 2016
- Délibération 2017-38 du 23 mai 2017
- Arrêté 1635 CM du 27 octobre 2016
- Arrêté N°1621 CM du 20 octobre 2020



AIDE À LA CRÉATION NUMÉRIQUE (ACN)

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Ce dispositif a pour objectif de favoriser et d'encourager la conception de site internet et d'application mobile, pour que les petites entreprises polynésiennes puissent présenter ou commercialiser leurs produits ou services en ligne.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Sont bénéficiaires de cette aide, les personnes physiques résidant en Polynésie française, ou des personnes morales établies en Polynésie française, dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal à 25 millions de francs pacifiques. Les personnes morales de droit public et des sociétés d'économie mixte sont exclues du dispositif.

Les bénéficiaires doivent être :

- Immatriculés au registre territorial des entreprises ;
- Immatriculés au registre du commerce et des sociétés, le cas échéant ;
- À jour de leurs obligations sociales et fiscales ;
- Ne pas faire l'objet d'une déclaration de cessation de paiement ni d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Les dépenses éligibles, réalisées en Polynésie française, sont les suivantes :

- les frais de personnel relatifs au projet ;
- les frais de prestations de services relatifs au projet.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

L'ACN intervient sur le co-financement de la conception et de la réalisation des sites internet et/ou des applications mobiles.
Le montant de l'aide ne peut être supérieur à 350 000 FCFP, ni excéder 50% du montant total des dépenses réalisées en Polynésie française.

ORGANISME

Direction générale de l'économie numérique – DGEN

> Les contacter
Direction générale de l'économie numérique – DGEN :
☎ **+689 40 54 48 60**
contact@dgen.gov.pf
dgen@polynesie-francaise.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 08h00 à 17h00
Le vendredi : 08h00 à 16h00

> Les trouver
1er étage Immeuble Toriki
Rue Dumond D'Urville – Papeete

Direction Générale de l'Économie Numérique - DGEN



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Dans le cadre de la simplification du traitement administratif, la demande d'aide se fait uniquement en ligne sur la plateforme «Mes-démarches.gov.pf». Celle-ci est mise à disposition des usagers, comme point d'entrée unique pour effectuer une démarche administrative auprès d'entités administratives depuis mars 2021, tel un «guichet unique» de l'administration du Pays.

Aide à la Création Numérique

Les dépenses engagées par l'entreprise demanderesse, avant le dépôt de la demande d'aide, ne sont pas éligibles au présent dispositif.

L'aide est attribuée par l'autorité compétente.

Lorsque le bénéficiaire est une personne physique, ou une personne morale, les modalités de versement de l'aide sont les suivantes :

- la première tranche, représentant cinquante pour cent (50 %) du montant total de l'aide, est versée à compter de la publication au Journal officiel de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de l'aide financière ;
- le solde, soit cinquante pour cent (50 %), est versé à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Le bénéficiaire de l'aide, doit fournir auprès du service instructeur, dans les douze (12) mois qui suivent la date de parution de l'arrêté d'octroi, au Journal officiel de la Polynésie française :

- un état récapitulatif des dépenses effectuées ;
- les justificatifs comptables couvrant l'intégralité des dépenses locales telles que présentées dans le cadre du projet ;
- les justificatifs techniques de l'existence du site internet et/ou de l'application web.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du Pays n° 2022-32 du 23/08/2022
> Arrêté d'application N°1886 CM du 9 septembre 2022



DISPOSITIF D'AIDE AU DIGITAL (DAD)

START-UP Numérique : Amorçage du projet

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Les aides financières du dispositif d'aide au digital s'inscrivent dans le cadre du développement des startups et de l'accompagnement de la transition digitale des entreprises en concourant au financement des projets de start-tups en phase d'amorçage.

Seules les dépenses réalisées en Polynésie française sont éligibles. Elles comportent :

- Les frais de personnel ;
- Les prestations de services rattachés au projet ;
- Les coûts de recherche, des brevets achetés ou pris sous licence ;
- Les coûts liés aux droits de propriété industrielle et/ou intellectuelle ;
- Les coûts d'achat de licences applicatives ou logiciels spécialisés (hors suite bureautique et système d'exploitation) ;
- Les frais d'assurance ;
- Les frais généraux dans la limite de 7% de la part locale du budget du projet aidé.

Votre projet est noté selon plusieurs critères. Un projet clair, complet et maîtrisé est la clé pour obtenir les meilleures notes. Des critères de sélection, une base de notation et des bonus de notation connus à l'avance permettent une transparence optimum de l'analyse des dossiers et une compréhension aisée des attendus des projets.

Les critères sont :

- Crédibilité de l'équipe projet (entre 0 et 30 points);
- Caractère novateur (entre 0 et 10 points);
- Faisabilité technique (entre 0 et 15 points);
- Qualité de l'approche commerciale (entre 0 et 15 points);
- Modèle économique (entre 0 et 15 points);
- Financement du projet (entre 0 et 15 points).

Quelle que soit la catégorie dans laquelle un projet est présenté, seuls les projets obtenant 60/100 points au total sont éligibles à l'aide au digital.

ORGANISME

Direction générale de l'économie numérique – DGEN

> Les contacter

Direction générale de l'économie numérique – DGEN :
☎ **+689 40 54 48 60**
contact@dgen.gov.pf
dgen@polynesie-francaise.pf

> Les rencontrer

Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 08h00 à 17h00
Le vendredi : 08h00 à 16h00

> Les trouver

1er étage Immeuble Toriki
Rue Dumond D'Urville – Papeete

Direction Générale de l'Économie Numérique - DGEN



CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Sont éligibles au titre de la catégorie « Amorçage aux startups numériques » : les start-ups ayant une existence légale et dont le projet d'entreprise s'appuie sur le développement d'un produit ou d'un service numérique à forte valeur ajoutée.
Les bénéficiaires sont des personnes physiques résidant en Polynésie française ou des personnes morales de moins de vingt salariés, établies en Polynésie française, quel que soit le secteur d'activité, à l'exception des personnes morales de droit public et des sociétés d'économie mixte.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Le montant de l'aide ne peut être supérieur à 2 000 000 FCFP, ni excéder 70% du montant total des dépenses réalisées en Polynésie française.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Remplir le dossier de demande d'aide en ligne :
Dispositif d'aide au digital (DAD) - Amorçage d'une start-up

Cette démarche en ligne constitue le dossier de demande d'aide financière dans le cadre du Dispositif d'aide au Digital (DAD) et plus spécifiquement de la catégorie «Amorçage d'une start-up».

La gestion de ce dispositif d'aide au digital – DAD, est assurée par la direction générale de l'économie numérique (DGEN). Elle assure notamment, l'accompagnement des porteurs de projets, l'instruction et le suivi des dossiers de demande d'aide, la gestion financière du dispositif.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

- Loi de Pays 2018-2 du 1er février 2018
- Loi de Pays 2020-29 du 17 septembre 2020
- Loi de Pays 2022-31 du 23 août 2022
- Arrêté CM du 8 février 2018
- Arrêté 1622 CM du 20 octobre 2020
- Arrêté 2044 CM du 06 octobre 2022



DISPOSITIF D'AIDE AU DIGITAL (DAD)

START-UP Numérique : développement du projet

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Les aides financières du dispositif d'aide au digital s'inscrivent dans le cadre du développement des startups et de l'accompagnement de la transition digitale des entreprises en concourant à l'accompagnement pour la conquête de nouveaux marchés.

Cette aide financière vient en soutien aux entités justifiant de 3 années d'existence et souhaitant intégrer des technologies digitales dans les activités et les processus de l'entreprise, afin de procéder à la transformation digitale de leur structure et accroître les performances économiques de l'entreprise.

Le projet est noté selon plusieurs critères. Un projet clair, complet et maîtrisé est la clé pour obtenir les meilleures notes. Des critères de sélection, une base de notation et des bonus de notation connus à l'avance permettent une transparence optimum de l'analyse des dossiers et une compréhension aisée des attendus des projets.

Les critères sont :

- Crédibilité de l'équipe projet (entre 0 et 30 points) ;
- Caractère novateur (entre 0 et 10 points) ;
- Faisabilité technique (entre 0 et 15 points) ;
- Qualité de l'approche commerciale (entre 0 et 15 points) ;
- Modèle économique (entre 0 et 15 points) ;
- Financement du projet (entre 0 et 15 points).

Quelle que soit la catégorie dans laquelle un projet est présenté, seuls les projets obtenant 60/100 points au total sont éligibles à l'aide au digital.

Seules les dépenses réalisées en Polynésie française sont éligibles. Ce sont :

- Les frais de personnel ;
- Les prestations de services rattachés au projet ;
- Les coûts de recherche, des brevets achetés ou pris sous licence ;
- Les coûts liés aux droits de propriété industrielle et/ou intellectuelle ;
- Les coûts d'achat de licences applicatives ou logiciels spécialisés (hors suite bureautique et système d'exploitation) ;
- Les frais d'assurance ;
- Les frais généraux dans la limite de 7% de la part locale du budget du projet aidé.

ORGANISME

Direction générale de l'économie numérique – DGEN

> Les contacter

Direction générale de l'économie numérique – DGEN :
☎ **+689 40 54 48 60**
contact@dgen.gov.pf
dgen@polynesie-francaise.pf

> Les rencontrer

Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 08h00 à 17h00
Le vendredi : 08h00 à 16h00

> Les trouver

1er étage Immeuble Toriki
Rue Dumond D'Urville – Papeete

Direction Générale de l'Économie Numérique - DGEN



CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Sont éligibles au titre de la catégorie Développement d'une start-up numérique :

Les start-ups installées dans l'écosystème numérique polynésien depuis au moins 2 ans, disposant d'une capacité productive via une solution numérique et qui ont besoin de conquérir des marchés en France ou à l'international.

Les bénéficiaires sont des personnes physiques résidant en Polynésie française ou des personnes morales de moins de vingt salariés, établies en Polynésie française, quel que soit le secteur d'activité, à l'exception des personnes morales de droit public et des sociétés d'économie mixte.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Le montant de l'aide ne peut être supérieur à 4 000 000 FCFP, ni excéder 50% du montant total des dépenses réalisées en Polynésie française.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Remplir le dossier de demande d'aide en ligne :
Dispositif d'aide au digital (DAD) - Développement d'une start-up

Cette démarche en ligne constitue le dossier de demande d'aide financière dans le cadre du Dispositif d'aide au Digital (DAD) et plus spécifiquement de la catégorie «Développement d'une start-up».

La gestion de ce dispositif d'aide au digital – DAD, est assurée par la direction générale de l'économie numérique (DGEN). Elle assure notamment, l'accompagnement des porteurs de projets, l'instruction et le suivi des dossiers de demande d'aide, la gestion financière du dispositif.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique
> Publics visés par le dispositif

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi de Pays 2018-2 du 1er février 2018
> Loi de Pays 2020-29 du 17 septembre 2020
> Loi de Pays 2022-31 du 23 août 2022
> Arrêté CM du 8 février 2018
> Arrêté 1622 CM du 20 octobre 2020
> Arrêté 2044 CM du 06 octobre 2022



DISPOSITIF D'AIDE AU DIGITAL (DAD)

Transformation digitale

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Les aides financières du dispositif d'aide au digital s'inscrivent dans le cadre du développement des startups et de l'accompagnement de la transformation digitale des entreprises en concourant à l'appui à la transformation digitale pour accroître les performances économiques des entreprises.

Le projet est noté selon plusieurs critères. Un projet clair, complet et maîtrisé est la clé pour obtenir les meilleures notes. Des critères de sélection, une base de notation et des bonus de notation connus à l'avance permettent une transparence optimum de l'analyse des dossiers et une compréhension aisée des attendus des projets.

Critères :

- Pertinence de la solution technique (entre 0 et 20 points);
- Valeur ajoutée de la solution digitale pour l'entreprise (entre 0 et 20 points);
- Valeur ajoutée de la solution digitale pour les collaborateurs (entre 0 et 20 points);
- Valeur ajoutée de la solution digitale pour l'emploi (entre 0 et 20 points);
- Valeur ajoutée de la solution digitale pour le client (entre 0 et 20 points).

Quelle que soit la catégorie dans laquelle un projet est présenté, seuls les projets obtenant 60/100 points au total sont éligibles à l'aide au digital.

Seules les dépenses réalisées en Polynésie française sont éligibles
Ce sont :

- Les frais de personnel ;
- Les prestations de services rattachés au projet ;
- Les coûts de recherche, des brevets achetés ou pris sous licence ;
- Les coûts liés aux droits de propriété industrielle et/ou intellectuelle ;
- Les coûts d'achat de licences applicatives ou logiciels spécialisés (hors suite bureautique et système d'exploitation) ;
- Les frais d'assurance ;
- Les frais généraux dans la limite de 7% de la part locale du budget du projet aidé.

ORGANISME

Direction générale de l'économie numérique – DGEN

> Les contacter
Direction générale de l'économie numérique – DGEN :
☎ **+689 40 54 48 60**
contact@dgen.gov.pf
dgen@polynesie-francaise.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 08h00 à 17h00
Le vendredi : 08h00 à 16h00

> Les trouver
1er étage Immeuble Toriki
Rue Dumond D'Urville – Papeete

Direction Générale de l'Économie Numérique - DGEN



CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Sont éligibles au titre de la catégorie « Transformation digitale » : les entités justifiant de 3 années d'existences et souhaitant intégrer des technologies digitales dans les activités et les processus de l'entreprise, afin de procéder à la transformation digitale de leur structure et accroître les performances économiques de l'entreprise.

Les bénéficiaires sont des personnes physiques résidant en Polynésie française ou des personnes morales de moins de vingt salariés, établies en Polynésie française, quel que soit le secteur d'activité, à l'exception des personnes morales de droit public et des sociétés d'économie mixte.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Cette aide financière vient en soutien aux entités justifiant de 3 années d'existence et souhaitant intégrer des technologies digitales dans les activités et les processus de l'entreprise, afin de procéder à la transformation digitale de leur structure et accroître les performances économiques de l'entreprise.

Le montant de l'aide ne peut être supérieur à 4 000 000 FCFP, ni excéder 50% du montant total des dépenses réalisées en Polynésie française.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Remplir le dossier de demande d'aide en ligne :
Dispositif d'aide au digital (DAD) - Transformation digitale (Entreprise personne morale)

Cette démarche en ligne constitue le dossier de demande d'aide financière dans le cadre du Dispositif d'aide au Digital (DAD) et plus spécifiquement de la catégorie "Transformation digitale".

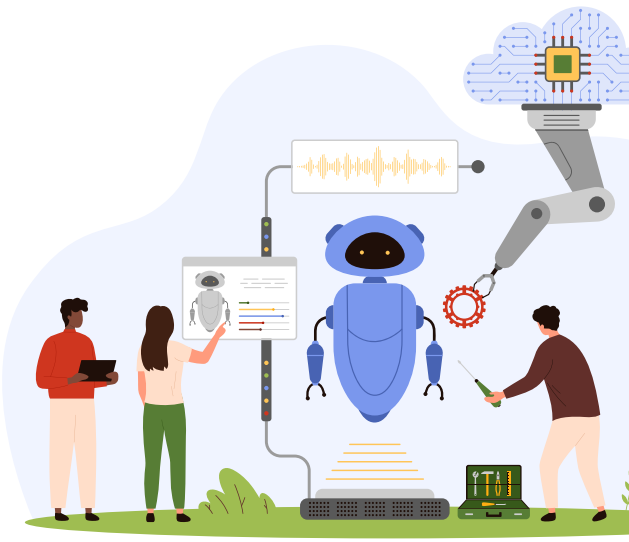
La gestion de ce dispositif d'aide au digital – DAD, est assurée par la direction générale de l'économie numérique (DGEN). Elle assure notamment, l'accompagnement des porteurs de projets, l'instruction et le suivi des dossiers de demande d'aide, la gestion financière du dispositif.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique
> Publics visés par le dispositif

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi de Pays 2018-2 du 1er février 2018
> Loi de Pays 2020-29 du 17 septembre 2020
> Loi de Pays 2022-31 du 23 août 2022
> Arrêté CM du 8 février 2018
> Arrêté 1622 CM du 20 octobre 2020
> Arrêté 2044 CM du 06 octobre 2022



EXONÉRATION DOUANIÈRE À L'IMPORTATION AU BÉNÉFICE DES OPÉRATEURS

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Ce dispositif participe au développement du numérique en Polynésie.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Les opérateurs.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Exonération. Les matériels concernés sont les :

- Machines numériques de traitement de l'information ;
- Unités centrales et/ou périphériques de machines numériques de traitement de l'information ;
- Parties, composants et pièces détachées reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinés à des machines numériques de traitement de l'information ;
- Accessoires reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinés à des machines numériques de traitement de l'information ;
- Disques, bandes et autres supports de stockage de -données numériques, non enregistrés, tels que les disquettes, les CD-ROM, les DVD, les cartes mémoires, les clefs USB et les supports de stockage externes à disque ;
- Logiciels enregistrés sur tout type de support ;
- Équipements permettant l'interconnexion en réseau (avec ou sans fil) de machines numériques de traitement de l'information et de leurs périphériques, y compris les câbles à fibres optiques ;
- Décodeurs numériques pour la réception par satellite ;
- Antennes paraboliques et réflecteurs d'antenne paraboloïdaux.

ORGANISME

Direction générale de l'économie numérique – DGEN

> Les contacter

Direction générale de l'économie numérique – DGEN :
☎ **+689 40 54 48 60**
contact@dgen.gov.pf
dgen@polynesie-francaise.pf

> Les rencontrer

Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 08h00 à 17h00
Le vendredi : 08h00 à 16h00

> Les trouver

1er étage Immeuble Toriki
Rue Dumond D'Urville – Papeete

Direction Générale de l'Économie Numérique - DGEN



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Il appartient à l'importateur de justifier, auprès du service des douanes, de l'éligibilité de chacun des articles au moment de l'importation effective des matériels.

Le rôle de la DGEN lors de la délivrance de l'attestation, ne correspond qu'à une expertise technique permettant de valider la conformité de la déclaration de l'importateur auprès du service des douanes. Contactez la DGEN.

A cet effet, afin de permettre à la DGEN d'établir l'attestation d'exonération, l'importateur devra fournir à la DGEN, une copie de la facture des matériels ainsi qu'un tableau (modèle disponible en ligne) récapitulant les articles importés selon la classification de la liste ci-dessus.

Certains transitaires de la place sont également au fait cette procédure.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique
> Publics visés par le dispositif

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du pays » n°2008-11 du 25 août 2008 (article LP.4)
> Arrêté n° 1855 CM du 18 décembre 2008
> Arrêté n° 593 CM du 7 mai 2009



ACQUISITION DE PETITS MATÉRIELS AGRICOLE ET D'AGRO-TRANSFORMATION

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Des aides peuvent être attribuées aux personnes souhaitant réaliser des projets visant à la création et/ou au développement d'activités agricoles, d'élevage, d'exploitation de la forêt et du bois ou de transformation de produits agricoles locaux.
Une aide peut être octroyée pour l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation.

Voici la liste du matériel éligible :

- outillage manuel ou motorisé à usage agricole ;
- tracteurs et accessoires pour tracteur, à usage agricole ;
- matériels et équipements pour la réalisation de travaux et d'aménagements fonciers ;
- matériels d'irrigation à usage agricole ;
- matériels et équipements servant à la conduite et à la protection des cultures ;
- travaux et matériaux pour la construction d'abris et de structures servant à la production, au conditionnement, au stockage, à la transformation et à la commercialisation des productions agricoles ;
- matériels et équipements servant à la conduite et à la protection des élevages ;
- matériels d'apiculture et de miellerie ;
- matériels et équipements servant au conditionnement, à la transformation, au stockage et à la commercialisation des productions agricoles ;
- matériels informatiques et logiciels servant à la conduite et la gestion des exploitations agricoles ;
- matériels de sylviculture, d'exploitation et de transformation du bois ;
- barge et/ou moteur de 60 CV maximum lorsque ces équipements sont nécessaires pour l'acheminement des productions agricoles.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

✔ Entreprise éligible.

Elle s'adresse aux :

- exploitations agricoles individuelles (personne physique ou morale : EURL, SARL, SCEA) ;
- groupements agricoles (société coopérative agricole, GIE, syndicat, association,…) ;
- entreprises d'agro-transformations (personne physique ou morale).

Il faut être détenteur de la carte professionnelle en cours de validité.

ORGANISME

Direction de l'agriculture - DAG

> Les contacter
BP 100 – 98713 Pape'ete – Tahiti,
Polynésie française
☎ **+689 40 42 81 44**
+689 40 42 08 31
Mail : direction.dag@administration.gov.pf

> Les rencontrer
Ouvert en journée continue :
Du lundi au jeudi : **07h30 à 15h30**
Le vendredi : **07h30 à 14h30**

> Les trouver
Cellule d'animation rurale de Papara - Tahiti
☎ **+689 40 57 42 02**
Subdivision DAG des Iles sous le vent - Raiatea
☎ **+689 40 42 61 00**
Subdivision DAG des Australes - Tubuai
☎ **+689 40 95 03 25**
Subdivision DAG des Tuamotu Gambier - Pirae
☎ **+689 40 42 37 40**
Subdivision DAG des Marquises - Nuku Hiva
☎ **+689 40 92 07 20**

Direction de l'agriculture - DAG - Pirae



our les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est inférieure à 2 000 000 F CFP, le taux appliqué est fixé au taux maximum dans la limite des crédits disponibles.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est supérieure à 2 000 000 F CFP le taux d'aide est fixé par l'autorité compétente après examen des dossiers par la commission d'attribution des aides agricoles et sur la base des critères suivants :

- l'aptitude professionnelle du demandeur compatible avec le projet présenté ;
- le montant total du projet et le bien-fondé de son coût ;
- la faisabilité et la viabilité technique et économique du projet ;
- la pertinence du projet par rapport aux objectifs des politiques publiques.

Attention : les travaux et investissements réalisés avant la date du récépissé de dépôt de dossier complet ne pourront être pris en compte dans le calcul de l'aide.

MONTANT DE L'AIDE

Les aides permettent d'aider au financement des projets et sont calculées en appliquant un taux d'aide (en %) au montant des dépenses prévues et éligibles des projets.
Pour l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation, pour des projets dont le montant des dépenses éligibles est inférieur ou égal à 5 millions de francs CFP hors TVA (cinq millions de francs CFP hors TVA), le taux de base est de 80 % avec un plafond de base de 250 000 F CFP. Le délai entre deux aides est de 1 an.
Le versement de l'aide peut se faire selon les modalités suivantes à préciser dans le dossier de demande : versement de l'aide après réalisation des dépenses éligibles sur présentation des factures (versement par tranches possible en fonction de l'avancement du projet) ; versement possible d'une avance de 50 % maximum de l'aide ; versement par tranche en fonction de l'avancement du projet ; versement possible de l'aide directement aux fournisseurs, prestataires (2 fournisseurs maximum).
Le montant total des aides publiques ne peut dépasser 100 % des dépenses éligibles. Les taux d'aide indiqués sont des taux maximums fixés par la réglementation.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Pour monter votre dossier, renseignez-vous sur les démarches à effectuer et n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec un animateur de la DAG. Ils vous aideront à cerner vos objectifs et vous aideront en conséquence dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du foncier.

Les formulaires sont à télécharger sur le site internet.

Les aides, si elles sont accordées, après constitution et examen des dossiers de demande, sont attribuées par arrêté du ministre, du président ou du conseil des ministres.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Publics visés : les producteurs, agriculteurs, transformateurs. Les porteurs de projets (valorisation des productions agricoles locales, création d'emploi, développement d'activité dans les îles, sécurité alimentaire, alimentation durable)



AIDES AU DÉVELOPPEMENT AQUACOLE – ADA

CRÉATION / REPRISE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Ces aides permettent, pour les aquaculteurs, la création, la rénovation, la modernisation ou l'extension d'une ferme aquacole, l'acquisition d'équipements destinés au stockage, au transport, au conditionnement, à la transformation, à la valorisation et à la commercialisation des produits issus de la production aquacole, la prise en charge d'une partie des frais d'études ou d'expertises liés aux projets précités.

Les aides sont attribuées dans la limite des crédits disponibles.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

✔ Entreprise éligible.

L'aide s'adresse aux personnes morales ou physiques qui pratiquent l'aquaculture conformément aux techniques définies à l'article 2 de la délibération n°2010-55 APF du 2 octobre 2010. Les aquaculteurs doivent avoir une carte professionnelle (agrément aquaculteur).

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Pour les aquaculteurs titulaires d'un agrément :
L'aide est garantie uniquement à réception de l'arrêté attributif.

A/ Projets de rénovation, de création, de modernisation ou d'extension de fermes et d'équipements.
Pour les projets d'investissements inférieurs à 2 000 000 F CFP, l'aide prend en charge 50 % des frais et 30 % si le projet est supérieur à 2 000 000 F CFP. Le délai entre deux demandes d'aide est de 5 ans minimum.

Pour les projets d'investissement inférieurs à 2 000 000 F CFP, l'aide est versée directement au(x) fournisseur(s) du matériel sur présentation des bons de commande ou lettres de commande émis par la DRM et de factures détaillées comprenant la partie acquittée à la charge du bénéficiaire de l'aide.

ORGANISME

Direction des ressources marines - DRM

> Les contacter
BP 20 - 98713 Papeete – Tahiti
☎ **+689 40 50 25 50**
+689 40 43 49 79
Mail : secretariat.drm@administration.gov.pf
aquaculture.drm@administration.gov.pf

> Les rencontrer
Ouvert en journée continue :
Du lundi au jeudi : **07h30 à 15h30**
Le vendredi : **07h30 à 14h30**

> Les trouver
Fare Ute - Immeuble Le Caill 2ème étage, Papeete

Direction des Ressources Marines - DRM



Toutefois, à la demande du bénéficiaire, l'A.D.A. peut lui être versée directement sur la présentation de la facture acquittée.

Pour les projets d'investissement supérieurs à 2 000 000 F CFP, l'aide est versée directement au bénéficiaire sur présentation des factures acquittées.

A la demande du bénéficiaire de l'A.D.A., 50 % du montant de l'aide peuvent lui être versés dès réception par la DRM des justificatifs d'acquittement attestant d'au moins 30 % du montant total du projet.

B/ Pour les frais d'études ou d'expertises liés aux projets
Le bénéficiaire doit fournir copie de la ou des études rentrant dans le cadre de ses projets. La prise en charge peut atteindre 60 % des frais, l'aide ne peut pas excéder 2 000 000 F CFP. Le délai entre deux aides est de 5 ans. L'aide est versée directement au bénéficiaire sur présentation de la facture acquittée. Une copie de l'étude doit être déposée à la DRM.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Il faut récupérer et remplir le formulaire directement à la direction des ressources marines ou bien en ligne. Le déposer à DRM en échange d'un récépissé «dossier complet».

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du Pays n°2012-27 du 10.12.2012.
> Arrêté n° 652 CM du 6 mai 2013 relatif à l'instruction des demandes d'aide au développement aquacole, aux modalités de fonctionnement de la commission du développement de l'aquaculture, ainsi qu'à la définition des indicateurs de mesure de réalisation et d'efficacité du dispositif de soutien au développement de l'aquaculture en Polynésie française.



AIDES RELATIVES AUX FRAIS D'ÉTUDES, D'EXPERTISE, DE PROMOTION

CRÉATION / REPRISE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Les dispositifs d'aides aux pêcheurs côtiers ou hauturiers permettent de se lancer, de s'équiper, de se professionnaliser.

Les aides sont attribuées dans la limite des crédits disponibles.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

✔ Entreprise éligible.

Aux groupements professionnels du secteur de la pêche ou mareyeur agréé.

Il faut :

- être une personne morale inscrite au Registre du Commerce ;
- vouloir créer, développer son activité de pêche ou se lancer dans la transformation des produits de la mer.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Pour les titulaires : groupements professionnels ou mareyeurs agréés.

Cette aide permet de prendre en charge jusqu'à 50 % des frais pour un montant maximum de 1 000 000 F CFP.

L'aide est garantie uniquement à réception de l'arrêté attributif.

ORGANISME

Direction des ressources marines - DRM

> Les contacter
BP 20 - 98713 Papeete – Tahiti
☎ **+689 40 50 25 50**
+689 40 43 49 79
Mail : secretariat.drm@administration.gov.pf
peche.hauturiere.drm@administration.gov.pf

> Les rencontrer
Ouvert en journée continue :
Du lundi au jeudi : **07h30 à 15h30**
Le vendredi : **07h30 à 14h30**

> Les trouver
Fare Ute - Immeuble Le Caill 2ème étage - Papeete

Direction des Ressources Marines - DRM



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Il faut récupérer et remplir le formulaire directement à la Direction des ressources marines ou bien en ligne. Le déposer à DRM en échange d'un récépissé « dossier complet ».

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique : Personne morale ;
> Publics visés : groupements professionnels ou mareyeurs agréés.



AIDES AUX INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Des aides peuvent être attribuées aux personnes souhaitant réaliser des projets visant à la création et ou au développement d'activités agricoles, d'élevage, d'exploitation de la forêt et du bois ou de transformation de produits agricoles locaux.

Une aide peut être octroyée pour la création, la modernisation, l'extension des structures d'élevage et la mise aux normes des installations et équipements.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

✔ Entreprise éligible.

Elle s'adresse aux :

- exploitations agricoles individuelles (personne physique ou morale : EURL, SARL, SCEA) ;
- groupements agricoles (société coopérative agricole, GIE, syndicat, association,…) ;
- entreprises d'agro-transformations (personne physique ou morale).

Il faut être détenteur de la carte professionnelle en cours de validité.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est inférieure à 2 000 000 F CFP, le taux appliqué est fixé au taux maximum dans la limite des crédits disponibles.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est supérieure à 2 000 000 F CFP le taux d'aide est fixé par l'autorité compétente après examen des dossiers par la commission d'attribution des aides agricoles et sur la base des critères suivants :

- l'aptitude professionnelle du demandeur compatible avec le projet présenté ;
- le montant total du projet et le bien fondé de son coût ;
- la faisabilité et la viabilité technique et économique du projet ;
  la pertinence du projet par rapport aux objectifs des politiques publiques.

Attention : les travaux et investissements réalisés avant la date du récépissé de dépôt de dossier complet ne pourront être pris en compte dans le calcul de l'aide.

ORGANISME

Direction de l'agriculture - DAG

> Les contacter

BP 100 – 98713 Pape'ete – Tahiti,
Polynésie française
☎ **+689 40 42 81 44**
+689 40 42 08 31
Mail : direction.dag@administration.gov.pf

> Les rencontrer

Ouvert en journée continue :
Du lundi au jeudi : **07h30 à 15h30**
Le vendredi : **07h30 à 14h30**

> Les trouver

Cellule d'animation rurale de Papara - Tahiti
☎ **+689 40 57 42 02**
Subdivision DAG des Iles sous le vent - Raiatea
☎ **+689 40 42 61 00**
Subdivision DAG des Australes - Tubuai
☎ **+689 40 95 03 25**
Subdivision DAG des Tuamotu Gambier - Pirae
☎ **+689 40 42 37 40**
Subdivision DAG des Marquises - Nuku Hiva
☎ **+689 40 92 07 20**

Direction de l'agriculture - DAG - Pirae



MONTANT DE L'AIDE

Les aides permettent d'aider au financement des projets, et sont calculées en appliquant un taux d'aide (en %) au montant des dépenses prévues et éligibles des projets.

Pour des projets dont le montant des dépenses éligibles est inférieur ou égal à 5 millions de francs CFP Hors TVA (cinq millions de francs CFP Hors TVA), le taux de base est de 60 % avec un plafond de base de 3 000 000 F CFP. Ce taux peut être majoré à 70 % pour les filières prioritaires comme l'agriculture biologique et groupements agricoles avec un plafond fixé à 3 500 000 F CFP. Le délai entre deux aides est de 2 ans.

Pour les projets dont le montant des dépenses éligibles est supérieur à 5 millions de francs CFP Hors TVA (cinq millions de francs CFP Hors TVA), le taux de base est de 50 %, le taux majoré niveau 1 (filière prioritaire) de 60%, le taux majoré niveau 2 (groupements agricoles), de 70 %. Le plafond est de 25 000 000 F CFP. Le délai entre deux demandes est de 2 ans.

Le versement de l'aide peut se faire selon les modalités suivantes à préciser dans le dossier de demande : versement de l'aide après réalisation des dépenses éligibles sur présentation des factures (versement par tranches possible en fonction de l'avancement du projet) ; versement possible d'une avance de 50 % maximum de l'aide ; versement par tranche en fonction de l'avancement du projet ; versement possible de l'aide directement aux fournisseurs, prestataires (2 fournisseurs maximum).

Le montant total des aides publiques ne peut dépasser 100 % des dépenses éligibles. Les taux d'aide indiqués sont des taux maximums fixés par la réglementation.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Publics visés : les producteurs, agriculteurs, transformateurs, porteurs de projets (les porteurs de projets, valorisation des productions agricoles locales, création d'emploi, développement d'activité dans les îles, sécurité alimentaire, alimentation durable



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Pour monter votre dossier renseignez-vous sur les démarches à effectuer et n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec un animateur de la DAG. Ils vous aideront à cerner vos objectifs et vous aideront en conséquence dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du foncier.

Les formulaires sont à télécharger sur le site internet.

Les aides si elles sont accordées, après constitution et examen des dossiers de demande, sont attribuées par arrêté du ministre, du Président ou du Conseil des Ministres.

AIDES FINANCIÈRES À LA CERTIFICATION ET À LA CONVERSION À L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

CRÉATION / REPRISE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

La filière biologique est considérée comme une filière prioritaire bénéficiant de taux d'aide majorés.

Les aides à l'agriculture biologique visent à :

- Encourager la conversion des agriculteurs vers ce mode de production en prenant en charge une partie du coût de la certification ;
- Les soutenir financièrement lors de l'installation d'une nouvelle exploitation en agriculture biologique ou lors du temps de conversion de l'exploitation pour compenser l'éventuelle baisse de rentabilité des productions commerciales.

Pour l'attribution d'une aide, la notion de « conversion » s'entend pour :

- Toute nouvelle exploitation qui adopte directement le mode de production biologique ;
- Toute exploitation qui passe d'un mode de production conventionnel à un mode de production biologique.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

✔ Entreprise éligible

Elle s'adresse aux :

- Exploitations agricoles individuelles (personne physique ou morale : EURL, SARL, SCEA) ;
- Groupements agricoles (société coopérative agricole, GIE, syndicat, association,…) ;
- Entreprises d'agro-transformations (personne physique ou morale).

Il faut être détenteur de la carte professionnelle en cours de validité.

ORGANISME

Direction de l'agriculture - DAG

> Les contacter

BP 100 – 98713 Pape'ete – Tahiti,
Polynésie française
☎ **+689 40 42 81 44**
+689 40 42 08 31
Mail : direction.dag@administration.gov.pf

> Les rencontrer

Ouvert en journée continue :

Du lundi au jeudi :	**07h30 à 15h30**
Le vendredi :	**07h30 à 14h30**

> Les trouver

Cellule d'animation rurale de Papara - Tahiti
☎ **+689 40 57 42 02**
Subdivision DAG des Iles sous le vent - Raiatea
☎ **+689 40 42 61 00**
Subdivision DAG des Australes - Tubuai
☎ **+689 40 95 03 25**
Subdivision DAG des Tuamotu Gambier - Pirae
☎ **+689 40 42 37 40**
Subdivision DAG des Marquises - Nuku Hiva
☎ **+689 40 92 07 20**

Direction de l'agriculture - DAG - Pirae



MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Les aides sont disponibles pour les agriculteurs engagés ou souhaitant s'engager dans une démarche d'agriculture biologique :

- **Une aide à la certification biologique : Prise en charge de 70 % du coût de la certification de l'organisme de contrôle. Montant plafonné à 3 000 000 F CFP par demande.**

- **Une aide à la conversion de l'exploitation. Montant par hectare ou animal reproducteur plafonné à 500 000 F CFP / unité / an. Montant plafonné à 3 000 000 F CFP / demande / an. Durée maximale de l'aide de 3 ans.**

Sur le marché local, les produits certifiables en agriculture biologique sont : les produits agricoles et aquacoles vivants, bruts et transformés, alimentaires ou non ; le matériel de multiplication végétative (bouture, plants, marcottes,...) et les semences utilisés aux fins de culture.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Publics visés : les producteurs, agriculteurs, transformateurs, porteurs de projets (les porteurs de projets, valorisation des productions agricoles locales, création d'emploi, développement d'activité dans les îles, sécurité alimentaire, alimentation durable

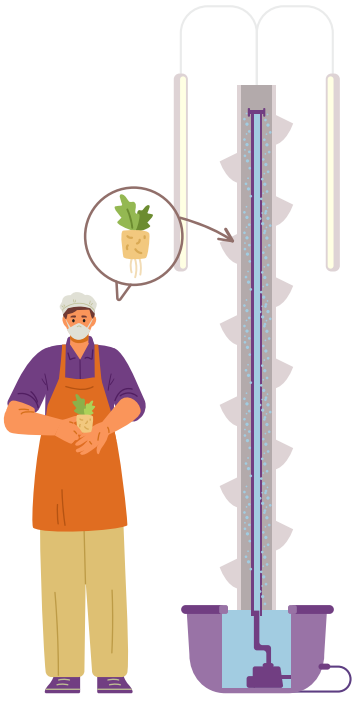
INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Pour monter votre dossier, renseignez-vous sur les démarches à effectuer et n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec un animateur de la DAG. Ils vous aideront à cerner vos objectifs et vous aideront en conséquence dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du foncier.

Les formulaires sont à télécharger sur le site internet.

Les aides, si elles sont accordées, après constitution et examen des dossiers de demande, sont attribuées par arrêté du ministre, du président ou du conseil des ministres.



CRÉATION OU RENOUVELLEMENT DE PRODUCTIONS AGRICOLES

CRÉATION / REPRISE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Des aides peuvent être attribuées aux personnes souhaitant réaliser des projets visant à la création et ou au développement d'activités agricoles, d'élevage, d'exploitation de la forêt et du bois ou de transformation de produits agricoles locaux.

Une aide peut être octroyée pour la création ou renouvellement de productions agricoles.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

✔ Entreprise éligible.

Elle s'adresse aux :

- exploitations agricoles individuelles (personne physique ou morale : EURL, SARL, SCEA) ;
- groupements agricoles (société coopérative agricole, GIE, syndicat, association,…) ;
- entreprises d'agro-transformations (personne physique ou morale).

Il faut être détenteur de la carte professionnelle en cours de validité.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est inférieure à 2 000 000 FCFP, le taux appliqué est fixé au taux maximum dans la limite des crédits disponibles.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est supérieure à 2 000 000 FCFP le taux d'aide est fixé par l'autorité compétente après examen des dossiers par la commission d'attribution des aides agricoles et sur la base des critères suivants :

- l'aptitude professionnelle du demandeur compatible avec le projet présenté ;
- le montant total du projet et le bien fondé de son coût ;
- la faisabilité et la viabilité technique et économique du projet ;
- la pertinence du projet par rapport aux objectifs des politiques publiques.

ORGANISME

Direction de l'agriculture - DAG

> Les contacter
BP 100 – 98713 Pape'ete – Tahiti,
Polynésie française
☎ **+689 40 42 81 44**
+689 40 42 08 31
Mail : secretariat@rural.gov.pf

> Les rencontrer
Ouvert en journée continue :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Rue Tuterai Tāne, route de l'hippodrome,
Pīra'e

Direction de l'agriculture - DAG



Attention : les travaux et investissements réalisés avant la date du récépissé de dépôt de dossier complet ne pourront être pris en compte dans le calcul de l'aide.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Les aides permettent d'aider au financement des projets, et sont calculées en appliquant un taux d'aide (en %) au montant des dépenses prévues et éligibles des projets.

Pour l'acquisition de petits matériels agricole et d'agro-transformation, pour des projets dont le montant des dépenses éligibles est inférieur ou égal à 5 millions de francs CFP Hors TVA (cinq millions de francs CFP Hors TVA), le taux de base est de 60 % avec un plafond de base de 3 000 000 FCFP. Ce taux peut être majoré à 70% pour les filières prioritaires comme l'agriculture biologique et groupements agricoles avec un plafond fixé à 3 500 000 FCFP. Le délai entre deux aides est de 2 ans.

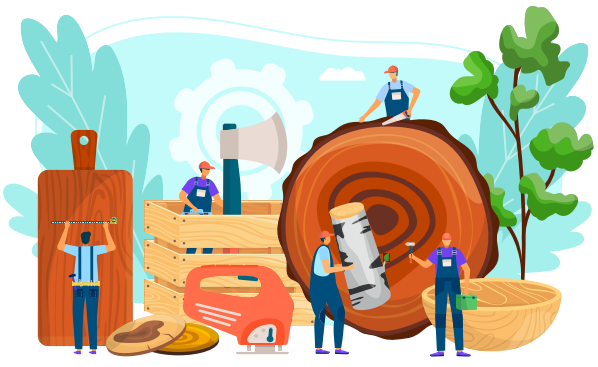
Pour les projets dont le montant des dépenses éligibles est supérieur à 5 millions de francs CFP Hors TVA (cinq millions de francs CFP Hors TVA), le taux de base est de 50%, le taux majoré niveau 1 (filière prioritaire) de 60%, le taux majoré niveau 2 (groupements agricoles), de 70%. Le plafond est de 10 000 000 FCFP. Le délai entre deux demandes est de 2 ans.

Le versement de l'aide peut se faire selon les modalités suivantes à préciser dans le dossier de demande : versement de l'aide après réalisation des dépenses éligibles sur présentation des factures (versement par tranches possible en fonction de l'avancement du projet) ; versement possible d'une avance de 50% maximum de l'aide ; versement par tranche en fonction de l'avancement du projet ; versement possible de l'aide directement aux fournisseurs, prestataires (2 fournisseurs maximum).

Le montant total des aides publiques ne peut dépasser 100% des dépenses éligibles. Les taux d'aide indiqués sont des taux maximums fixés par la réglementation.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique
> Publics visés : les producteurs, agriculteurs, transformateurs.



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Pour monter votre dossier renseignez-vous sur les démarches à effectuer et n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec un animateur de la DAG. Ils vous aideront à cerner vos objectifs et vous aideront en conséquence dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du foncier.
Les formulaires sont à télécharger sur le site internet.
Les aides si elles sont accordées, après constitution et examen des dossiers de demande, sont attribuées par arrêté du ministre, du Président ou du Conseil des Ministres.

INVESTISSEMENT EN ÉQUIPEMENTS AGRICOLES ET D'AGRO-TRANSFORMATION

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Des aides peuvent être attribuées aux personnes souhaitant réaliser des projets visant à la création et ou au développement d'activités agricoles, d'élevage, d'exploitation de la forêt et du bois ou de transformation de produits agricoles locaux.

Une aide peut être octroyée pour un investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation.

Voici la liste du matériel éligible :

- outillage manuel ou motorisé à usage agricole ;
- tracteurs et accessoires pour tracteur, à usage agricole ;
- matériels et équipements pour réalisation de travaux et aménagements fonciers ;
- matériels d'irrigation à usage agricole ;
- matériels et équipements servant à la conduite et à la protection des cultures ;
- travaux et matériaux pour construction d'abri et structures servant à la production, au conditionnement, au stockage, à la transformation et à la commercialisation des productions agricoles ;
- matériels et équipements servant à la conduite et à la protection des élevages ;
- matériels d'apiculture et de miellerie ;
- matériels et équipements servant au conditionnement, à la transformation, au stockage et à la commercialisation des productions agricoles ;
- camions et camionnettes (simple cabine) de livraison ;
- matériels informatiques et logiciels servant à la conduite et la gestion des exploitations agricoles ;
- matériels de sylviculture, d'exploitation et de transformation du bois ;
- barge et/ou moteur de 60 CV maximum lorsque ces équipements sont nécessaires pour l'acheminement des productions agricoles.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

✔ Entreprise éligible.

Elle s'adresse aux :

- exploitations agricoles individuelles (personne physique ou morale : EURL, SARL, SCEA) ;
- groupements agricoles (société coopérative agricole, GIE, syndicat, association,…) ;
- entreprises d'agro-transformations (personne physique ou morale) ;

Il faut être détenteur de la carte professionnelle en cours de validité.

ORGANISME

Direction de l'agriculture - DAG

> Les contacter

BP 100 – 98713 Pape'ete – Tahiti,
Polynésie française
☎ **+689 40 42 81 44**
+689 40 42 08 31
Mail : direction.dag@administration.gov.pf

> Les rencontrer

Ouvert en journée continue :

Du lundi au jeudi :	**07h30 à 15h30**
Le vendredi :	**07h30 à 14h30**

> Les trouver

Cellule d'animation rurale de Papara - Tahiti
☎ **+689 40 57 42 02**
Subdivision DAG des Iles sous le vent - Raiatea
☎ **+689 40 42 61 00**
Subdivision DAG des Australes - Tubuai
☎ **+689 40 95 03 25**
Subdivision DAG des Tuamotu Gambier - Pirae
☎ **+689 40 42 37 40**
Subdivision DAG des Marquises - Nuku Hiva
☎ **+689 40 92 07 20**

Direction de l'agriculture - DAG - Pirae



Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est inférieure à 2 000 000 F CFP, le taux appliqué est fixé au taux maximum dans la limite des crédits disponibles.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est supérieure à 2 000 000 F CFP le taux d'aide est fixé par l'autorité compétente après examen des dossiers par la commission d'attribution des aides agricoles et sur la base des critères suivants :

- l'aptitude professionnelle du demandeur compatible avec le projet présenté ;
- le montant total du projet et le bien-fondé de son coût ;
- la faisabilité et la viabilité technique et économique du projet ;
- la pertinence du projet par rapport aux objectifs des politiques publiques.

Attention : les travaux et investissements réalisés avant la date du récépissé de dépôt de dossier complet ne pourront être pris en compte dans le calcul de l'aide.

MONTANT DE L'AIDE

Les aides permettent d'aider au financement des projets, et sont calculées en appliquant un taux d'aide (en %) au montant des dépenses prévues et éligibles des projets.

Pour l'acquisition de matériels agricole et d'agro-transformation, pour des projets dont le montant des dépenses éligibles est inférieur ou égal à 5 millions de francs CFP Hors TVA (cinq millions de francs CFP hors TVA), le taux de base est de 60 % avec un plafond de base de 3 000 000 F CFP. Ce taux peut être majoré à 70 % pour les filières prioritaires comme l'agriculture biologique et les groupements agricoles avec un plafond fixé à 3 500 000 F CFP. Le délai entre deux aides est de 2 ans.

Pour les projets dont le montant des dépenses éligibles est supérieur à 5 millions de francs CFP hors TVA (cinq millions de francs CFP hors TVA), le taux de base est de 30 % pour les équipements roulants motorisés et de 40 % pour les autres équipements, le taux majoré niveau 1 (filière prioritaire) de 40 % pour les équipements roulants motorisés et de 50 % pour les autres équipements, le taux majoré niveau 2 (groupements agricoles), de 70 % pour tous les équipements. Le plafond est de 15 000 000 F CFP pour les équipements roulants motorisés et de 25 000 000 de F CFP pour les autres équipements. Le délai entre deux demandes est de 2 ans.

Le versement de l'aide peut se faire selon les modalités suivantes à préciser dans le dossier de demande : versement de l'aide après réalisation des dépenses éligibles sur présentation des factures (versement par tranches possible en fonction de l'avancement du projet) ; versement possible d'une avance de 50 % maximum de l'aide ; versement par tranche en fonction de l'avancement du projet ; versement possible de l'aide directement aux fournisseurs, prestataires (2 fournisseurs maximum).

Le montant total des aides publiques ne peut dépasser 100 % des dépenses éligibles. Les taux d'aide indiqués sont des taux maximums fixés par la réglementation.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Pour monter votre dossier, renseignez-vous sur les démarches à effectuer et n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec un animateur de la DAG. Ils vous aideront à cerner vos objectifs et vous aideront en conséquence dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du foncier.

Les formulaires sont à télécharger sur le site internet.

Les aides, si elles sont accordées, après constitution et examen des dossiers de demande, sont attribuées par arrêté du ministre, du président ou du conseil des ministres.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Publics visés : les producteurs, agriculteurs, transformateurs, porteurs de projets (les porteurs de projets, valorisation des productions agricoles locales, création d'emploi, développement d'activité dans les îles, sécurité alimentaire, alimentation durable



AIDES À L'INVESTISSEMENT, PÊCHE CÔTIÈRE ET HAUTURIÈRE

CRÉATION / REPRISE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Les dispositifs d'aides aux pêcheurs côtiers ou hauturiers permettent de se lancer, de s'équiper, de se professionnaliser.

Les aides sont attribuées dans la limite des crédits disponibles.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

✔ Entreprise éligible.

Elle s'adresse aux :
Personne physique titulaire d'une licence de pêche.

Aux pêcheurs hauturiers ou côtiers, professionnels détenteurs d'une licence de pêche, coopérative de pêche, groupement professionnel du secteur de la pêche ou mareyeur agréé.

Il faut :
- être une personne physique ou morale inscrite au Registre du Commerce ;
- vouloir créer, développer son activité de pêche ou se lancer dans la transformation des produits de la mer.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Pour les titulaires d'une licence de pêche professionnelle :
- Aide à l'acquisition d'un poti marara avec motorisation diesel : 80 % (taux plafonné), 2 000 000 F CFP (montant plafonné). Le délai entre deux aides est de 10 ans.

- Aide à l'acquisition d'un poti marara avec motorisation essence : 60 % (taux plafonné), 2 500 000 F CFP (montant plafonné). Le délai entre deux aides est de 5 ans.

- Aide à la réfection des coques de bonitier (hors entretien courant) : 60 %, 1 000 000 F CFP jusqu'à 10 ans.

ORGANISME

Direction des ressources marines - DRM

> Les contacter
BP 20 - 98713 Papeete – Tahiti
☎ **+689 40 50 25 50**
+689 40 43 49 79
Mail : secretariat.drm@administration.gov.pf
pechecotiere.drm@administration.gov.pf

> Les rencontrer
Ouvert en journée continue :
Du lundi au jeudi : **07h30 à 15h30**
Le vendredi : **07h30 à 14h30**

> Les trouver
Fare Ute - Immeuble Le Caill 2ème étage, Papeete

Direction des Ressources Marines - DRM



- Aide à l'acquisition ou au remplacement de moteur pour les poti marara ou les bonitiers : 80 %, 1 000 000 F CFP. Le délai entre deux aides est de 5 ans.

- Aide au système autonome de froid et d'équipements pour les navires de 1er et de 2ème catégorie : 80 % (taux plafonné), 500 000 F CFP (montant plafonné). Le délai entre deux aides est de 5 ans.

- Aide à la reconversion de la coque de son poti marara diesel en essence : 60 % (taux plafonné), 1 000 000 F CFP (montant plafonné). Le délai entre deux aides est de 5 ans.

- Aide au remplacement des pièces principales d'un poti marara, bonitier : 80 % (taux plafonné), 1 000 000 F CFP (montant plafonné). Le délai entre deux aides est de 3 ans.

- Aide à l'acquisition de coque nue de poti marara : 60 % (taux plafonné), 1 000 000 F CFP (montant plafonné). Le délai entre deux aides est de 10 ans.

Pour les coopératives de pêche :

- Aide à l'acquisition d'équipements frigorifiques et photovoltaïques associés ;

- Aide à l'acquisition d'équipements de transformation de produits de la pêche : 80 % (taux plafonné), 10 000 000 F CFP (montant plafonné). Le délai entre deux aides est de 5 ans.

L'aide est garantie uniquement à réception de l'arrêté attributif.

La revente des matériels et équipements que vous avez acquis grâce aux aides du Pays est interdite avant un délai de 5 ans.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Il faut récupérer et remplir le formulaire directement à la direction des ressources marines ou bien en ligne. Le déposer à DRM en échange d'un récépissé «dossier complet».

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique : personne physique titulaire d'un licence de pêche ;
> Publics visés : pêcheurs hauturiers ou côtiers, professionnels détenteurs d'une licence de pêche, coopérative de pêche, groupement professionnel du secteur de la pêche ou mareyeur agréé.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du Pays n° 2017-27 du 9 octobre 2017 relative aux aides à la pêche
> Arrêté n°1928 CM du 9 octobre 2017 modifié



AIDE À LA PÊCHE LAGONAIRE

PROFESSIONNALISATION

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Le dispositif d'aide à la pêche lagonaire permet aux pêcheurs de s'équiper et de se professionnaliser.

Les aides sont attribuées dans la limite des crédits disponibles.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

✔ Entreprise éligible.

Il faut :
Être détenteur d'une carte définitive de la CAPL avec la mention «pêche lagonaire».

Il faut :
- être une personne physique ou morale inscrite au Registre du Commerce ;
- vouloir développer son activité de pêche.

Être titulaire d'un titre de commandement professionnel.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Pour les titulaires d'une carte CAPL définitive avec mention «pêche lagonaire» :
- Le montant total de l'aide à la pêche lagonaire est plafonné à 2 000 000 F CFP.
- L'aide à l'acquisition d'une embarcation de pêche ou d'une pirogue de pêche pour Tahiti et Moorea permet de prendre en charge jusqu'à 80% de l'achat pour un montant maximum de 1 000 000 F CFP et dans les autres îles, jusqu'à 85 % de l'achat pour un montant maximum de 1 000 000 F CFP.
- L'aide à l'achat de matériaux pour la construction d'une embarcation de pêche ou d'une pirogue de pêche permet de prendre en charge à Tahiti et Moorea, jusqu'à 80 % de l'achat pour un montant maximum de 500 000 F CFP et dans les autres îles jusqu'à 85 % de l'achat pour un montant maximum de 500 000 F CFP.

ORGANISME

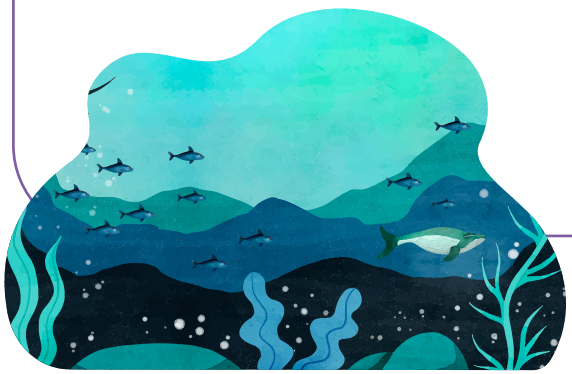
Direction des ressources marines - DRM

> Les contacter
BP 20 - 98713 Papeete – Tahiti
☎ **+689 40 50 25 50**
+689 40 43 49 79
Mail : aides.drm@administration.gov.pf
peche.lagonaire@administration.gov.pf

> Les rencontrer
Ouvert en journée continue :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Fare Ute - Immeuble Le Caill 2ème étage, Papeete

Direction des Ressources Marines - DRM



- L'aide à l'achat d'un moteur hors-bord permet de prendre en charge à Tahiti et Moorea, jusqu'à 80 % de l'achat pour un montant maximum de 500 000 F CFP et dans les autres îles, jusqu'à 85 % de l'achat pour un montant maximum de 1 000 000 F CFP.

- L'aide à l'achat d'une remorque permet de prendre en charge à Tahiti et Moorea, jusqu'à 80 % de l'achat pour un montant maximum de 150 000 F CFP et dans les autres îles, jusqu'à 85 % de l'achat pour un montant maximum de 150 000 F CFP. Le coût du transport pour les îles autres que Tahiti peut être inclus dans le coût de l'investissement.

- L'aide à l'achat du matériel de sécurité permet de prendre en charge à Tahiti et Moorea, jusqu'à 80 % de l'achat pour un montant maximum de 200 000 F CFP et dans les autres îles, jusqu'à 85 % de l'achat pour un montant maximum de 200 000 F CFP.

L'aide est garantie uniquement à réception de l'arrêté attributif.

Le versement de l'aide se fait directement aux fournisseurs. Le navire doit être immatriculé en pêche professionnelle auprès de la Direction Polynésienne des Affaires Maritimes (DPAM).

La revente des matériels et équipements que vous avez acquis grâce aux aides du Pays est interdite avant un délai de 5 ans.

Le matériel subventionné ne doit pas être détourné à un usage autre que la pêche lagonaire.

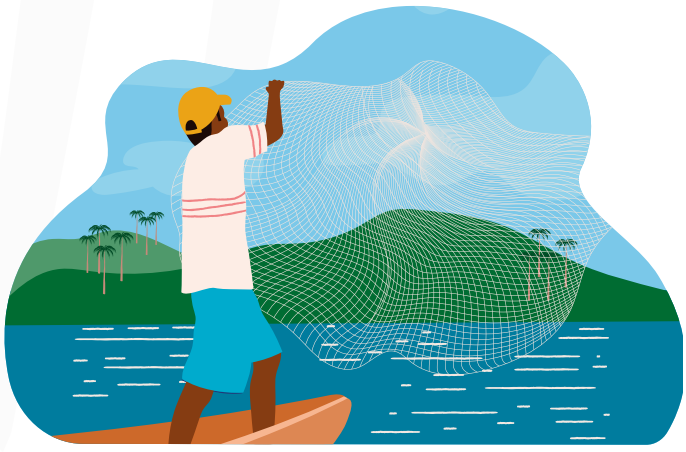
CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique : personne physique ou morale.
> Publics visés : Pêcheurs lagonaires.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Il faut récupérer et remplir le formulaire directement à la direction des ressources marines ou bien en ligne. Le déposer à DRM en échange d'un récépissé «dossier complet».



CONCEPTION D'AMÉNAGEMENT FONCIER (ÉTUDES)

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Des aides peuvent être attribuées aux personnes souhaitant réaliser des projets visant à la création et / ou au développement d'activités agricoles, d'élevage, d'exploitation de la forêt et du bois ou de transformation de produits agricoles locaux.

Une aide peut être octroyée pour la conception d'aménagement foncier.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

✔ Entreprise éligible.

Elle s'adresse aux :

- exploitations agricoles individuelles (personne physique ou morale : EURL, SARL, SCEA) ;
- groupements agricoles (société coopérative agricole, GIE, syndicat, association,…) ;
- entreprises d'agro-transformations (personne physique ou morale).

Il faut être détenteur de la carte professionnelle en cours de validité.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est inférieure à 2 000 000 F CFP, le taux appliqué est fixé au taux maximum dans la limite des crédits disponibles.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est supérieure à 2 000 000 FCFP le taux d'aide est fixé par l'autorité compétente après examen des dossiers par la commission d'attribution des aides agricoles et sur la base des critères suivants :

- l'aptitude professionnelle du demandeur compatible avec le projet présenté ;
- le montant total du projet et le bien-fondé de son coût ;
- la faisabilité et la viabilité technique et économique du projet ;
- la pertinence du projet par rapport aux objectifs des politiques publiques.

Attention : les travaux et investissements réalisés avant la date du récépissé de dépôt de dossier complet ne pourront être pris en compte dans le calcul de l'aide.

ORGANISME

Direction de l'agriculture - DAG

> Les contacter

BP 100 – 98713 Pape'ete – Tahiti,
Polynésie française
☎ **+689 40 42 81 44**
+689 40 42 08 31
Mail : direction.dag@administration.gov.pf

> Les rencontrer

Ouvert en journée continue :

Du lundi au jeudi :	**07h30 à 15h30**
Le vendredi :	**07h30 à 14h30**

> Les trouver

Cellule d'animation rurale de Papara - Tahiti
☎ **+689 40 57 42 02**
Subdivision DAG des Iles sous le vent - Raiatea
☎ **+689 40 42 61 00**
Subdivision DAG des Australes - Tubuai
☎ **+689 40 95 03 25**
Subdivision DAG des Tuamotu Gambier - Pirae
☎ **+689 40 42 37 40**
Subdivision DAG des Marquises - Nuku Hiva
☎ **+689 40 92 07 20**

Direction de l'agriculture - DAG - Pirae



MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Les aides permettent d'aider au financement des projets et sont calculées en appliquant un taux d'aide (en %) au montant des dépenses prévues et éligibles des projets.

Pour l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation, pour des projets dont le montant des dépenses éligibles est inférieur ou égal à 5 millions de francs CFP hors TVA (cinq millions de francs CFP hors TVA), le taux de base est de 60 % avec un plafond de base de 3 000 000 F CFP. Ce taux peut être majoré à 70 % pour les filières prioritaires comme l'agriculture biologique et les groupements agricoles, avec un plafond fixé à 3 500 000 F CFP. Le délai entre deux aides est de 2 ans.

Pour les projets dont le montant des dépenses éligibles est supérieur à 5 millions de francs CFP hors TVA (cinq millions de francs CFP hors TVA), le taux de base est de 50 %, le taux majoré niveau 1 (filière prioritaire) de 60 %, le taux majoré niveau 2 (groupements agricoles), de 70 %. Le plafond est de 10 000 000 F CFP. Le délai entre deux demandes est de 2 ans.

Le versement de l'aide peut se faire selon les modalités suivantes à préciser dans le dossier de demande : versement de l'aide après réalisation des dépenses éligibles sur présentation des factures (versement par tranches possible en fonction de l'avancement du projet) ; versement possible d'une avance de 50 % maximum de l'aide ; versement par tranche en fonction de l'avancement du projet ; versement possible de l'aide directement aux fournisseurs, prestataires (2 fournisseurs maximum).

Le montant total des aides publiques ne peut dépasser 100 % des dépenses éligibles. Les taux d'aide indiqués sont des taux maximums fixés par la réglementation.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

- Forme juridique : personne physique ou moral, société coopérative agricole, GIE, syndicat, association ;
- Publics visés : les exploitations agricoles individuelles, les groupements agricoles, entreprises d'agro-transformations.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

- Loi du Pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 relative aux aides à la filière agricole

(NOR : SDR1700205LP)

Paru in extenso au journal officiel n°67 NS du 09/10/2017 à la page 6462 dans la partie Lois du Pays

Version en vigueur au 11/01/2022

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Pour monter votre dossier, renseignez-vous sur les démarches à effectuer et n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec un animateur de la DAG. Ils vous aideront à cerner vos objectifs et vous aideront en conséquence dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du foncier.

Les formulaires sont à télécharger sur le site internet.

Les aides, si elles sont accordées, après constitution et examen des dossiers de demande, sont attribuées par arrêté du ministre, du président ou du conseil des ministres.



RÉALISATION D'AMÉNAGEMENT FONCIER

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Des aides peuvent être attribuées aux personnes souhaitant réaliser des projets visant à la création et/ou au développement d'activités agricoles, d'élevage, d'exploitation de la forêt et du bois ou de transformation de produits agricoles locaux.

Une aide peut être octroyée pour la réalisation d'aménagements fonciers.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

✔ Entreprise éligible.

Elle s'adresse aux :

- exploitations agricoles individuelles (personne physique ou morale : EURL, SARL, SCEA) ;
- groupements agricoles (société coopérative agricole, GIE, syndicat, association,…) ;
- entreprises d'agro-transformations (personne physique ou morale).

Il faut être détenteur de la carte professionnelle en cours de validité.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est inférieure à 2 000 000 F CFP, le taux appliqué est fixé au taux maximum dans la limite des crédits disponibles.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est supérieure à 2 000 000 F CFP le taux d'aide est fixé par l'autorité compétente après examen des dossiers par la commission d'attribution des aides agricoles et sur la base des critères suivants :

- l'aptitude professionnelle du demandeur compatible avec le projet présenté ;
- le montant total du projet et le bien-fondé de son coût ;
- la faisabilité et la viabilité technique et économique du projet ;
- la pertinence du projet par rapport aux objectifs des politiques publiques.

Attention : les travaux et investissements réalisés avant la date du récépissé de dépôt de dossier complet ne pourront être pris en compte dans le calcul de l'aide.

ORGANISME

Direction de l'agriculture - DAG

> Les contacter
BP 100 – 98713 Pape'ete – Tahiti,
Polynésie française
☎ **+689 40 42 81 44**
+689 40 42 08 31
Mail : direction.dag@administration.gov.pf

> Les rencontrer
Ouvert en journée continue :
Du lundi au jeudi : **07h30 à 15h30**
Le vendredi : **07h30 à 14h30**

> Les trouver
Cellule d'animation rurale de Papara - Tahiti
☎ **+689 40 57 42 02**
Subdivision DAG des Iles sous le vent - Raiatea
☎ **+689 40 42 61 00**
Subdivision DAG des Australes - Tubuai
☎ **+689 40 95 03 25**
Subdivision DAG des Tuamotu Gambier - Pirae
☎ **+689 40 42 37 40**
Subdivision DAG des Marquises - Nuku Hiva
☎ **+689 40 92 07 20**

Direction de l'agriculture - DAG - Pirae



MONTANT DE L'AIDE

Les aides permettent d'aider au financement des projets, et sont calculées en appliquant un taux d'aide (en %) au montant des dépenses prévues et éligibles des projets.

Pour des projets dont le montant des dépenses éligibles est inférieur ou égal à 5 millions de francs CFP hors TVA (cinq millions de francs CFP hors TVA), le taux de base est de 60 % avec un plafond de base de 3 000 000 F CFP. Ce taux peut être majoré à 70 % pour les filières prioritaires comme l'agriculture biologique et les groupements agricoles, avec un plafond fixé à 3 500 000 F CFP. Le délai entre deux aides est de 2 ans.

Pour les projets dont le montant des dépenses éligibles est supérieur à 5 millions de francs CFP hors TVA (cinq millions de francs CFP hors TVA), le taux de base est de 50 %, le taux majoré niveau 1 (filière prioritaire) de 60 %, le taux majoré niveau 2 (groupements agricoles), de 70 %. Le plafond est de 25 000 000 F CFP. Le délai entre deux demandes est de 2 ans.

Le versement de l'aide peut se faire selon les modalités suivantes à préciser dans le dossier de demande : versement de l'aide après réalisation des dépenses éligibles sur présentation des factures (versement par tranches possible en fonction de l'avancement du projet) ; versement possible d'une avance de 50 % maximum de l'aide ; versement par tranche en fonction de l'avancement du projet ; versement possible de l'aide directement aux fournisseurs, prestataires (2 fournisseurs maximum).

Le montant total des aides publiques ne peut dépasser 100 % des dépenses éligibles. Les taux d'aide indiqués sont des taux maximums fixés par la réglementation.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Publics visés : les producteurs, agriculteurs, transformateurs, porteurs de projets (les porteurs de projets, valorisation des productions agricoles locales, création d'emploi, développement d'activité dans les îles, sécurité alimentaire, alimentation durable.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Pour monter votre dossier, renseignez-vous sur les démarches à effectuer et n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec un animateur de la DAG. Ils vous aideront à cerner vos objectifs et vous aideront en conséquence dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du foncier.

Les formulaires sont à télécharger sur le site internet.

Les aides, si elles sont accordées, après constitution et examen des dossiers de demande, sont attribuées par arrêté du ministre, du président ou du conseil des ministres.



RÉALISATION D'ANALYSES OU EXPERTISES TECHNICO-ÉCONOMIQUES DE L'EXPLOITATION

CRÉATION / REPRISE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Des aides peuvent être attribuées aux personnes souhaitant réaliser des projets visant à la création et/ou au développement d'activités agricoles, d'élevage, d'exploitation de la forêt et du bois ou de transformation de produits agricoles locaux.

Une aide peut être octroyée pour la réalisation d'analyses ou expertises technico-économiques de l'exploitation.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

✔ Entreprise éligible.

Elle s'adresse aux :

- exploitations agricoles individuelles (personne physique ou morale : EURL, SARL, SCEA) ;
- groupements agricoles (société coopérative agricole, GIE, syndicat, association,…) ;
- entreprises d'agro-transformations (personne physique ou morale).

Il faut être détenteur de la carte professionnelle en cours de validité.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est inférieure à 2 000 000 F CFP, le taux appliqué est fixé au taux maximum dans la limite des crédits disponibles.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est supérieure à 2 000 000 F CFP le taux d'aide est fixé par l'autorité compétente après examen des dossiers par la commission d'attribution des aides agricoles et sur la base des critères suivants :

- l'aptitude professionnelle du demandeur compatible avec le projet présenté ;
- le montant total du projet et le bien-fondé de son coût ;
- la faisabilité et la viabilité technique et économique du projet ;
- la pertinence du projet par rapport aux objectifs des politiques publiques.

Attention : les travaux et investissements réalisés avant la date du récépissé de dépôt de dossier complet ne pourront être pris en compte dans le calcul de l'aide.

ORGANISME

Direction de l'agriculture - DAG

> Les contacter

BP 100 – 98713 Pape'ete – Tahiti,
Polynésie française
☎ **+689 40 42 81 44**
+689 40 42 08 31
Mail : direction.dag@administration.gov.pf

> Les rencontrer

Ouvert en journée continue :

Du lundi au jeudi :	**07h30 à 15h30**
Le vendredi :	**07h30 à 14h30**

> Les trouver

Cellule d'animation rurale de Papara - Tahiti
☎ **+689 40 57 42 02**
Subdivision DAG des Iles sous le vent - Raiatea
☎ **+689 40 42 61 00**
Subdivision DAG des Australes - Tubuai
☎ **+689 40 95 03 25**
Subdivision DAG des Tuamotu Gambier - Pirae
☎ **+689 40 42 37 40**
Subdivision DAG des Marquises - Nuku Hiva
☎ **+689 40 92 07 20**

Direction de l'agriculture - DAG - Pirae



MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Les aides permettent d'aider au financement des projets et sont calculées en appliquant un taux d'aide (en %) au montant des dépenses prévues et éligibles des projets.

Pour des projets dont le montant des dépenses éligibles est inférieur ou égal à 5 millions de francs CFP Hors TVA (cinq millions de francs CFP hors TVA), le taux de base est de 70 % avec un plafond de base de 1 000 000 F CFP. Ce taux peut être majoré à 70 % pour les filières prioritaires comme l'agriculture biologique et les groupements agricoles, avec un plafond fixé à 2 000 000 F CFP. Possibilité de demander cette aide une seule fois.

Pour les projets dont le montant des dépenses éligibles est supérieur à 5 millions de francs CFP hors TVA (cinq millions de francs CFP hors TVA), le taux de base est de 50 %, le taux majoré niveau 1 (filière prioritaire) de 60 %, le taux majoré niveau 2 (groupements agricoles), de 70 %. Le plafond est de 2 000 000 F CFP. L'aide ne peut être demandée qu'une seule fois.

Le versement de l'aide peut se faire selon les modalités suivantes à préciser dans le dossier de demande : versement de l'aide après réalisation des dépenses éligibles sur présentation des factures (versement par tranches possible en fonction de l'avancement du projet) ; versement possible d'une avance de 50 % maximum de l'aide ; versement par tranche en fonction de l'avancement du projet ; versement possible de l'aide directement aux fournisseurs, prestataires (2 fournisseurs maximum).

Le montant total des aides publiques ne peut dépasser 100 % des dépenses éligibles. Les taux d'aide indiqués sont des taux maximums fixés par la réglementation. Les montants d'aide indiqués sont des montants maximums qui peuvent être revus à la baisse par la commission d'attribution des aides pour les projets dont le montant est supérieur ou égal à 2 000 000 F CFP.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Publics visés : les producteurs, agriculteurs, transformateurs, porteurs de projets (les porteurs de projets, valorisation des productions agricoles locales, création d'emploi, développement d'activité dans les îles, sécurité alimentaire, alimentation durable.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Pour monter votre dossier, renseignez-vous sur les démarches à effectuer et n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec un animateur de la DAG. Ils vous aideront à cerner vos objectifs et vous aideront en conséquence dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du foncier.

Les formulaires sont à télécharger sur le site internet.

Les aides, si elles sont accordées, après constitution et examen des dossiers de demande, sont attribuées par arrêté du ministre, du président ou du conseil des ministres.



RÉALISATION DE PROJETS OU EXPERTISES «QUALITÉ»

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Des aides peuvent être attribuées aux personnes souhaitant réaliser des projets visant à la création et /ou au développement d'activités agricoles, d'élevage, d'exploitation de la forêt et du bois ou de transformation de produits agricoles locaux.

Une aide peut être octroyée pour la réalisation de projets ou expertises « qualité ».

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

✔ Entreprise éligible.

Elle s'adresse aux :

- exploitations agricoles individuelles (personne physique ou morale : EURL, SARL, SCEA) ;
- groupements agricoles (société coopérative agricole, GIE, syndicat, association,…) ;
- entreprises d'agro-transformations (personne physique ou morale).

Il faut être détenteur de la carte professionnelle en cours de validité.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est inférieure à 2 000 000 F CFP, le taux appliqué est fixé au taux maximum dans la limite des crédits disponibles.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est supérieure à 2 000 000 F CFP le taux d'aide est fixé par l'autorité compétente après examen des dossiers par la commission d'attribution des aides agricoles et sur la base des critères suivants :

- l'aptitude professionnelle du demandeur compatible avec le projet présenté ;
- le montant total du projet et le bien-fondé de son coût ;
- la faisabilité et la viabilité technique et économique du projet ;
- la pertinence du projet par rapport aux objectifs des politiques publiques.

Attention : les travaux et investissements réalisés avant la date du récépissé de dépôt de dossier complet ne pourront être pris en compte dans le calcul de l'aide.

ORGANISME

Direction de l'agriculture - DAG

> Les contacter

BP 100 – 98713 Pape'ete – Tahiti,
Polynésie française
☎ **+689 40 42 81 44**
+689 40 42 08 31
Mail : direction.dag@administration.gov.pf

> Les rencontrer

Ouvert en journée continue :

Du lundi au jeudi :	**07h30 à 15h30**
Le vendredi :	**07h30 à 14h30**

> Les trouver

Cellule d'animation rurale de Papara - Tahiti
☎ **+689 40 57 42 02**
Subdivision DAG des Iles sous le vent - Raiatea
☎ **+689 40 42 61 00**
Subdivision DAG des Australes - Tubuai
☎ **+689 40 95 03 25**
Subdivision DAG des Tuamotu Gambier - Pirae
☎ **+689 40 42 37 40**
Subdivision DAG des Marquises - Nuku Hiva
☎ **+689 40 92 07 20**

Direction de l'agriculture - DAG - Pirae



MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Les aides permettent d'aider au financement des projets et sont calculées en appliquant un taux d'aide (en %) au montant des dépenses prévues et éligibles des projets.

Pour des projets dont le montant des dépenses éligibles est inférieur ou égal à 5 millions de francs CFP hors TVA (cinq millions de francs CFP hors TVA), le taux de base est de 60 % avec un plafond de base de 2 000 000 F CFP. Ce taux peut être majoré à 70% pour les filières prioritaires comme l'agriculture biologique et les groupements agricoles, avec un plafond fixé à 3 000 000 F CFP. Le délai entre deux aides est de 1 an.

Pour les projets dont le montant des dépenses éligibles est supérieur à 5 millions de francs CFP hors TVA (cinq millions de francs CFP hors TVA), le taux de base est de 50 %, le taux majoré niveau 1 (filière prioritaire) de 60%, le taux majoré niveau 2 (groupements agricoles), de 70 %. Le plafond est de 3 000 000 F CFP. Le délai entre deux demandes est de 1 an.

Le versement de l'aide peut se faire selon les modalités suivantes à préciser dans le dossier de demande : versement de l'aide après réalisation des dépenses éligibles sur présentation des factures (versement par tranches possible en fonction de l'avancement du projet) ; versement possible d'une avance de 50 % maximum de l'aide ; versement par tranche en fonction de l'avancement du projet ; versement possible de l'aide directement aux fournisseurs, prestataires (2 fournisseurs maximum).

Le montant total des aides publiques ne peut dépasser 100 % des dépenses éligibles. Les taux d'aide indiqués sont des taux maximums fixés par la réglementation. Les montants d'aide indiqués sont des montants maximums qui peuvent être revus à la baisse par la commission d'attribution des aides pour les projets dont le montant est supérieur ou égal à 2 000 000 F CFP.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique : personne physique ou morale ;
> Publics visés : les producteurs, agriculteurs, transformateurs.



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Pour monter votre dossier, renseignez-vous sur les démarches à effectuer et n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec un animateur de la DAG. Ils vous aideront à cerner vos objectifs et vous aideront en conséquence dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du foncier.

Les formulaires sont à télécharger sur le site internet.

Les aides, si elles sont accordées, après constitution et examen des dossiers de demande, sont attribuées par arrêté du ministre, du président ou du conseil des ministres.

RÉALISATION D'ACTIONS MARKETING

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Des aides peuvent être attribuées aux personnes souhaitant réaliser des projets visant à la création et/ou au développement d'activités agricoles, d'élevage, d'exploitation de la forêt et du bois ou de transformation de produits agricoles locaux.

Une aide peut être octroyée pour la réalisation d'actions marketing.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

✔ Entreprise éligible.

Elle s'adresse aux :

- exploitations agricoles individuelles (personne physique ou morale : EURL, SARL, SCEA) ;
- groupements agricoles (société coopérative agricole, GIE, syndicat, association,…) ;
- entreprises d'agro-transformations (personne physique ou morale).

Il faut être détenteur de la carte professionnelle en cours de validité.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est inférieure à 2 000 000 F CFP, le taux appliqué est fixé au taux maximum dans la limite des crédits disponibles.

Pour les projets dont l'assiette des dépenses éligibles est supérieure à 2 000 000 F CFP le taux d'aide est fixé par l'autorité compétente après examen des dossiers par la commission d'attribution des aides agricoles et sur la base des critères suivants :

- l'aptitude professionnelle du demandeur compatible avec le projet présenté ;
- le montant total du projet et le bien-fondé de son coût ;
- la faisabilité et la viabilité technique et économique du projet ;
- la pertinence du projet par rapport aux objectifs des politiques publiques.

Attention : les travaux et investissements réalisés avant la date du récépissé de dépôt de dossier complet ne pourront être pris en compte dans le calcul de l'aide.

ORGANISME

Direction de l'agriculture - DAG

> Les contacter

BP 100 – 98713 Pape'ete – Tahiti,
Polynésie française
☎ **+689 40 42 81 44**
+689 40 42 08 31
Mail : direction.dag@administration.gov.pf

> Les rencontrer

Ouvert en journée continue :

Du lundi au jeudi :	**07h30 à 15h30**
Le vendredi :	**07h30 à 14h30**

> Les trouver

Cellule d'animation rurale de Papara - Tahiti
☎ **+689 40 57 42 02**
Subdivision DAG des Iles sous le vent - Raiatea
☎ **+689 40 42 61 00**
Subdivision DAG des Australes - Tubuai
☎ **+689 40 95 03 25**
Subdivision DAG des Tuamotu Gambier - Pirae
☎ **+689 40 42 37 40**
Subdivision DAG des Marquises - Nuku Hiva
☎ **+689 40 92 07 20**

Direction de l'agriculture - DAG - Pirae



MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Les aides permettent d'aider au financement des projets et sont calculées en appliquant un taux d'aide (en %) au montant des dépenses prévues et éligibles des projets.

Pour des projets dont le montant des dépenses éligibles est inférieur ou égal à 5 millions de francs CFP hors TVA (cinq millions de francs CFP hors TVA), le taux de base est de 60 % avec un plafond de base de 3 000 000 F CFP. Ce taux peut être majoré à 70 % pour les filières prioritaires comme l'agriculture biologique et les groupements agricoles, avec un plafond fixé à 3 500 000 F CFP. Le délai entre deux aides est de 2 ans.

Pour les projets dont le montant des dépenses éligibles est supérieur à 5 millions de francs CFP hors TVA (cinq millions de francs CFP hors TVA), le taux de base est de 50 %, le taux majoré niveau 1 (filière prioritaire) de 60%, le taux majoré niveau 2 (groupements agricoles), de 70 %. Le plafond est de 5 000 000 F CFP. Le délai entre deux demandes est de 2 ans.

Le versement de l'aide peut se faire selon les modalités suivantes à préciser dans le dossier de demande : versement de l'aide après réalisation des dépenses éligibles sur présentation des factures (versement par tranches possible en fonction de l'avancement du projet) ; versement possible d'une avance de 50 % maximum de l'aide ; versement par tranche en fonction de l'avancement du projet ; versement possible de l'aide directement aux fournisseurs, prestataires (2 fournisseurs maximum).

Le montant total des aides publiques ne peut dépasser 100 % des dépenses éligibles. Les taux d'aide indiqués sont des taux maximums fixés par la réglementation. Les montants d'aide indiqués sont des montants maximums qui peuvent être revus à la baisse par la commission d'attribution des aides pour les projets dont le montant est supérieur ou égal à 2 000 000 F CFP.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Publics visés : les producteurs, agriculteurs, transformateurs, porteurs de projets (les porteurs de projets, valorisation des productions agricoles locales, création d'emploi, développement d'activité dans les îles, sécurité alimentaire, alimentation durable.



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Pour monter votre dossier, renseignez-vous sur les démarches à effectuer et n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec un animateur de la DAG. Ils vous aideront à cerner vos objectifs et vous aideront en conséquence dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du foncier.

Les formulaires sont à télécharger sur le site internet.

Les aides, si elles sont accordées, après constitution et examen des dossiers de demande, sont attribuées par arrêté du ministre, du président ou du conseil des ministres.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL – RIMA'Ī MĀ'OHI

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Le programme d'aides a été mis en place pour encourager les artisans à développer leur activité en les soutenant dans leurs achats pour améliorer leurs conditions de production. Ce dispositif donne accès à :

- Des formations générales et techniques.
- L'aide à l'équipement et à l'achat de matières premières.
- Un accès privilégié aux événements organisés ou subventionnés par le Service de l'artisanat traditionnel selon la thématique.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

✔ Entreprises éligibles.
Pour les titulaires de la carte d'artisan traditionnel de Polynésie française délivrée par le Service de l'artisanat traditionnel.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Pour la formation générale, elle est de 100% du montant de la formation de 50 000 à 100 000 FCFP versé directement au formateur.

Pour la formation technique, elle est de 100% du montant de la formation de 50 000 à 150 000 FCFP, versé directement au formateur.

Pour l'aide à l'équipement et l'achat de matières premières, elle est de 50% du montant global de l'achat de 50 000 à 1 500 000 FCFP, versé au demandeur.

ORGANISME

Service de l'artisanat traditionnel – Te Pū 'Ohipa Rima'ī

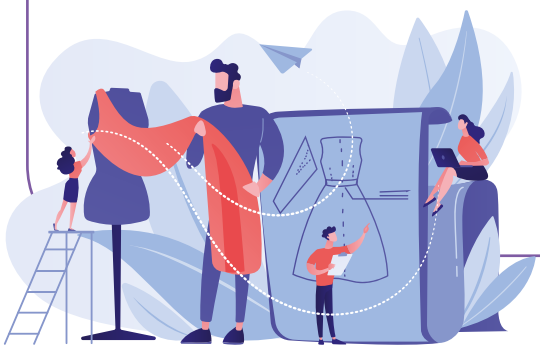
> Les contacter
Service de l'artisanat traditionnel
– Te Pū 'Ohipa Rima'ī :
BP 4451 – 98713 Papeete
☎ **+689 40 54 54 00**
secretariat.artisanat@administration.gov.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Immeuble Lejeune, 82 Avenue du Général de Gaulle, Papeete

Service de l'artisanat – Te Pū 'Ohipa Rima'ī

www.artisanat.pf



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

L'attribution se fait par le service de l'artisanat traditionnel. C'est donc vers eux qu'il faut se tourner.

Toutes les aides sont attribuées après étude des dossiers et en fonction des budgets disponibles et des montants maximums définis. Une fois les dossiers complets, la demande est traitée en deux mois.

Elle est renouvelable chaque année mais le quota permet l'attribution d'aides à 20 bénéficiaires par an maximum.

Les aides à l'équipement ne sont octroyées que deux fois pendant la validité des cartes d'artisans traditionnels de Polynésie française.

Le bénéficiaire doit maintenir l'activité artisanale pendant au moins 2 ans.

Le cumul avec le DAAT (développement d'activité d'artisanat traditionnel) est possible à condition d'avoir moins de 3 ans d'activité.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du pays n° 2022-15 du 04 février 2022
> Arrêté n° 648/CM du 05 mai 2022



AIDE AU PROGRAMME ANNUEL ASSOCIATIF

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Pour soutenir les projets et événements associatifs menés dans le secteur de l'artisanat traditionnel, et ainsi favoriser son développement et la transmission des savoir-faire.

L'aide peut porter sur :

- Tout ou partie du programme associatif annuel.
- La prise en charge des frais liés à des projets spécifiques : salons, formations, ateliers, opérations de transmission…
- La prise en charge des frais de déplacement pour des événements en Polynésie française ou à l'étranger.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

✔ Entreprises éligibles.
Pour les associations, comités et fédérations artisanales de Polynésie française, dont le président est titulaire de la carte d'artisan traditionnel de Polynésie française.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Jusqu'à 40% maximum du montant global du budget.

ORGANISME

Service de l'artisanat traditionnel – Te Pū 'Ohipa Rima'ī

> Les contacter
Service de l'artisanat traditionnel
– Te Pū 'Ohipa Rima'ī :
BP 4451 – 98713 Papeete
☎ **+689 40 54 54 00**
secretariat.artisanat@administration.gov.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Immeuble Lejeune, 82 Avenue du Général de Gaulle, Papeete

Service de l'artisanat – Te Pū 'Ohipa Rima'ī

www.artisanat.pf



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Il faut contacter le Service de l'artisanat traditionnel. L'aide est attribuée après avis de la commission consultative, pour les montants supérieurs à 1 000 000 FCFP, dans la limite des pourcentages définis et du budget disponible.

Toutes les aides sont attribuées après étude des dossiers et en fonction des budgets disponibles et des montants maximums définis. Une fois les dossiers complets, la demande est traitée en deux mois.

L'aide est renouvelable chaque année.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du pays n° 2022-15 du 04 février 2022
> Arrêté n° 648/CM du 05 mai 2022



AIDE À LA PROMOTION ET À LA VALORISATION DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Pour accompagner les projets qui valorisent l'artisanat traditionnel polynésien : événements, marchés, éditions, vidéos, formations, concours…

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

✔ Entreprises éligibles.

Pour toute personne physique et morale qui présente un projet dédié à la promotion et la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Jusqu'à 40% du budget global du projet pour un montant maximum de 1 500 000 FCFP.

ORGANISME

Service de l'artisanat traditionnel – Te Pū 'Ohipa Rima'ī

> Les contacter

Service de l'artisanat traditionnel
– Te Pū 'Ohipa Rima'ī :
BP 4451 – 98713 Papeete
☎ **+689 40 54 54 00**
secretariat.artisanat@administration.gov.pf

> Les rencontrer

Horaires d'ouverture du Service :

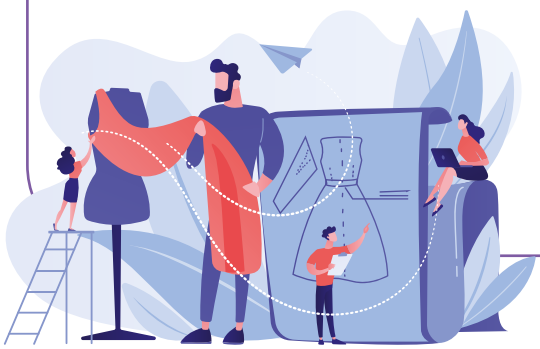
Du lundi au jeudi :	**07h30 à 15h30**
Le vendredi :	**07h30 à 14h30**

> Les trouver

Immeuble Lejeune, 82 Avenue du Général de Gaulle, Papeete

Service de l'artisanat – Te Pū 'Ohipa Rima'ī

www.artisanat.pf



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez le Service de l'artisanat traditionnel.

L'aide est renouvelable chaque année. L'attribution se fait sur avis de la commission consultative de l'artisanat traditionnel pour les demandes supérieures à 1 000 000 FCFP.

Une fois les dossiers complets, la demande est traitée dans un délai de deux mois après avis de la commission.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du pays n° 2022-15 du 04 février 2022
> Arrêté n° 648/CM du 05 mai 2022



AIDE AU BÉNÉFICE DES ARTISANS EXPERTS – 'IHI RIMA'Ī MĀ'OHI

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Pour valoriser votre métier et faire reconnaître votre expertise.

Ce dispositif vous permet de bénéficier :

- Des formations générales et techniques.
- L'aide à l'équipement et l'achat de matières premières.
- La prise en charge partielle des frais de déplacement et du fret (aller uniquement) pour des événements en et hors Polynésie.
- La rémunération en tant que formateur technique.
- Un accès privilégié aux événements organisés ou subventionnés par le service selon la thématique.
- L'accès au dispositif du 1% artistique.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

✔ Entreprises éligibles.

Pour les artisans experts de Polynésie française agréés par le Service de l'artisanat traditionnel.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Pour les formations techniques : 100% du montant de la formation de 50 000 à 200 000 FCFP, versé au formateur.

Pour la rémunération en tant que formateur : 100% du montant de la formation de 50 000 à 200 000 FCFP, versé au formateur.

Pour l'aide à l'équipement et achat de matières premières : 50% du montant global de l'achat de 50 000 à 2 000 000 FCFP, versé au demandeur.

ORGANISME

Service de l'artisanat traditionnel – Te Pū 'Ohipa Rima'ī

> Les contacter

Service de l'artisanat traditionnel
– Te Pū 'Ohipa Rima'ī :
BP 4451 – 98713 Papeete
☎ **+689 40 54 54 00**
secretariat.artisanat@administration.gov.pf

> Les rencontrer

Horaires d'ouverture du Service :

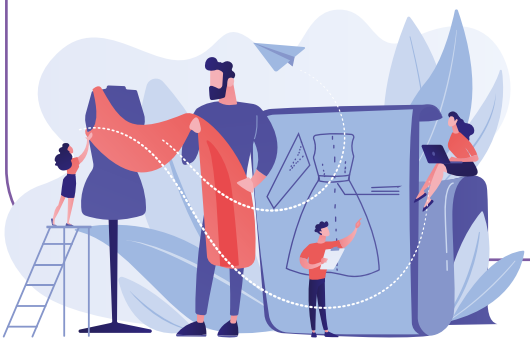
Du lundi au jeudi :	**07h30 à 15h30**
Le vendredi :	**07h30 à 14h30**

> Les trouver

Immeuble Lejeune, 82 Avenue du Général de Gaulle, Papeete

Service de l'artisanat – Te Pū 'Ohipa Rima'ī

www.artisanat.pf



Pour les frais de déplacement :
- 20% du montant du billet d'avion jusqu'à 140 000 FCFP.

Pour le fret :
- Prise en charge par la DGAE du fret maritime (aller uniquement) en Polynésie française, sous conditions
- Prise en charge par le Service de 50% du fret aérien (aller uniquement) hors Polynésie française. Voir la fiche prise en charge du fret.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

L'attribution se fait par le service de l'artisanat traditionnel après avis de la commission consultative pour les montants supérieurs à 1 000 000 FCFP. C'est donc vers eux qu'il faut se tourner.

Une fois les dossiers complets, la demande est traitée dans un délai de deux mois après avis de la commission.

L'aide est renouvelable chaque année mais le quota permet l'attribution d'aides à 10 bénéficiaires par an maximum pour les différentes aides et 5 pour les frais de déplacement et fret aérien.

Les aides à l'équipement ne sont octroyées que deux fois pendant la validité des cartes d'artisans experts de Polynésie française.

Le bénéficiaire doit maintenir l'activité artisanale pendant au moins 2 ans.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du pays n° 2022-15 du 04 février 2022
> Arrêté n° 648/CM du 05 mai 2022



AIDE À LA PRÉ-INSTALLATION

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Pour vous aider à se former, à investir dans l'acquisition d'équipement neuf pour démarrer votre activité. Grâce à ce dispositif vous pouvez accéder à des formations générales ou techniques dans un premier temps. A l'issue de ces formations et de l'ouverture d'une patente, vous pouvez bénéficier de :

- L'aide à l'équipement et à l'achat de matières premières (kit de démarrage).
- L'aide au financement d'un stand pour 2 événements maximum.
- Un dispositif d'aide à la création d'entreprise artisanale.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

✔ Entreprises éligibles.

Pour toute personne physique en recherche d'activité qui n'a jamais fait d'artisanat traditionnel polynésien et qui souhaite se lancer dans ce secteur.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Pour la formation générale et technique : 100% du montant de la formation de 50 000 à 150 000 FCFP, versé directement au formateur.

Pour l'aide à l'équipement et à l'achat de matières premières (kit de démarrage) : 50% du montant global de l'achat de 50 000 à 1 000 000 FCFP, versé au demandeur.

Pour l'aide au financement d'un stand : 20% du montant de la location jusqu'à 40 000 FCFP.

ORGANISME

Service de l'artisanat traditionnel – Te Pū 'Ohipa Rima'ī

> Les contacter

Service de l'artisanat traditionnel
– Te Pū 'Ohipa Rima'ī :
BP 4451 – 98713 Papeete
☎ **+689 40 54 54 00**
secretariat.artisanat@administration.gov.pf

> Les rencontrer

Horaires d'ouverture du Service :

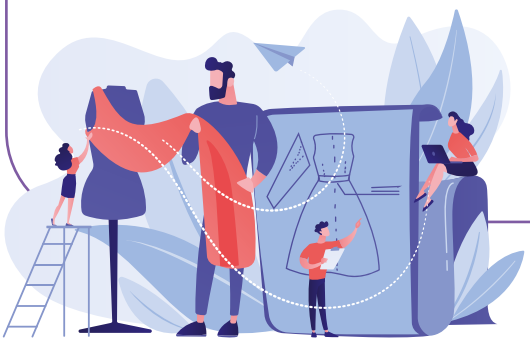
Du lundi au jeudi :	**07h30 à 15h30**
Le vendredi :	**07h30 à 14h30**

> Les trouver

Immeuble Lejeune, 82 Avenue du Général de Gaulle, Papeete

Service de l'artisanat – Te Pū 'Ohipa Rima'ī

www.artisanat.pf



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

L'attribution se fait par le service de l'artisanat traditionnel. C'est donc vers eux qu'il faut se tourner.

Toutes les aides sont attribuées après étude des dossiers et en fonction des budgets disponibles et des montants maximums définis. Une fois les dossiers complets, la demande est traitée en deux mois.

L'aide n'est pas renouvelable, le quota permet l'attribution d'aides à 10 bénéficiaires par an maximum.

Le cumul est possible avec le DAAT (développement d'activité d'artisanat traditionnel) en cas de création ou de reprise d'une activité d'artisanat traditionnel, à condition d'avoir moins de 3 ans d'activité.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du pays n° 2022-15 du 04 février 2022
> Arrêté n° 648/CM du 05 mai 2022



AIDE AU DÉVELOPPEMENT D'UNE ACTIVITÉ D'ARTISANAT TRADITIONNEL – DAAT

CRÉATION / REPRISE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Pour favoriser l'insertion professionnelle en soutenant la création ou la reprise d'une activité d'artisanat traditionnel.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

✔ Entreprises éligibles.

Pour les bénéficiaires du volet «pré-installation», qui disposent d'une patente et créent leur activité et pour les titulaires de la carte d'artisans experts de Polynésie française ayant moins de 3 ans d'activité.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Indemnité mensuelle de 50 000 F CFP versée au bénéficiaire chaque mois pendant 1 an.

ORGANISME

Service de l'artisanat traditionnel – Te Pū 'Ohipa Rima'ī

> Les contacter

Service de l'artisanat traditionnel
– Te Pū 'Ohipa Rima'ī :
BP 4451 – 98713 Papeete
☎ **+689 40 54 54 00**
secretariat.artisanat@administration.gov.pf

> Les rencontrer

Horaires d'ouverture du Service :

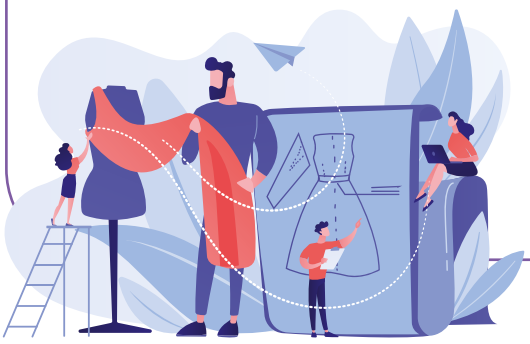
Du lundi au jeudi :	**07h30 à 15h30**
Le vendredi :	**07h30 à 14h30**

> Les trouver

Immeuble Lejeune, 82 Avenue du Général de Gaulle, Papeete

Service de l'artisanat – Te Pū 'Ohipa Rima'ī

www.artisanat.pf



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Contactez le Service de l'artisanat traditionnel. L'attribution se fait par le Service de l'artisanat traditionnel dans la limite du budget disponible. Une fois les dossiers complets, la demande est traitée dans un délai de deux mois.

Le bénéficiaire doit maintenir l'activité artisanale pendant au moins 2 ans.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du pays n° 2022-15 du 04 février 2022
> Arrêté n° 648/CM du 05 mai 2022



AIDE À LA CRÉATION LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

CRÉATION / REPRISE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

L'aide individuelle est une aide financière pour aider un artiste à réaliser et concrétiser un projet artistique.

Le but est de promouvoir l'expression artistique en Polynésie française, soutenir les artistes dans leurs projets favorisant l'accès des Polynésiens à l'art ou contribuant à la professionnalisation des artistes, accroître leur visibilité vis-à-vis de leur communauté et du grand public.

Les projets artistiques doivent relever de l'un des quatre domaines artistiques ouvrant droit à la carte d'artiste professionnel.

L'artiste peut proposer des projets impliquant des partenariats avec des organismes publics ou privés ou d'autres artistes non encartés mais reconnus par leurs pairs ou par le grand public.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

L'aide individuelle s'adresse aux artistes, détenteurs d'une carte d'artiste professionnel.
Elle peut également être sollicitée de manière collective par un «collectif d'artiste», soit un regroupement de 10 artistes au plus, tous détenteurs de la carte d'artiste professionnel.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

L'aide est plafonnée à 100 % des dépenses admissibles du projet.
Les «dépenses admissibles» sont : les rémunérations, cachets, droits, frais de déplacement et indemnités des artistes ainsi que des autres participants au projet strictement nécessaires à sa réalisation ; les honoraires professionnels, frais de déplacement et indemnités des prestataires tels que les consultants, techniciens ou tout autre spécialiste pouvant apporter une expertise ponctuelle à la réalisation du projet.

ORGANISME

Direction de la Culture et du Patrimoine - DCP

> Les contacter
Direction de la Culture et du Patrimoine - DCP
BP 380 586 – 98 703 Punaauia – Tahiti
☎ **+689 40 50 71 92**
+689 40 50 71 78
+689 40 42 01 28
direction@culture.gov.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du Service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Pointe des pêcheurs, pk 15

DCP - Direction de la Cutlture et du Patrimoine



Sont en revanche écartées des dépenses admissibles : les frais de fonctionnement des organismes partenaires impliqués dans le projet ; les frais de mise en place d'infrastructures d'une organisation (location d'un bureau, installation d'un téléphone, etc.) ; les frais d'acquisitions d'immobilisations, de rénovation et de constructions ; l'achat d'équipement spécialisé, excepté celui qui est nécessaire au projet et qui est non réutilisable.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Contactez la Direction de la culture et du patrimoine. Vous pouvez retirer un formulaire en ligne ou bien par courriel. Le dépôt se fait par courriel, par voie postale ou bien directement sur place.

Si le dossier est incomplet, les pièces manquantes sont réclamées dans un délai d'un mois.

Les dossiers sont examinés par le conseil des arts et des lettres. En cas d'avis défavorable vous recevez un courrier de notification de l'avis de la commission mentionnant les motifs de refus. En cas d'avis favorable, vous recevez par courrier le montant de l'aide octroyée. Elle est versée dans un délai de trois mois.

L'aide est attribuée dans la limite des crédits disponibles.

CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique
> Publics visés

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du pays n° 2021-18 du 06 avril 2021



AIDE EN FAVEUR DES ASSOCIATIONS

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Les aides financières visées par la loi comprennent les aides ou subventions qui donnent lieu à des versements financiers et qui ont pour objet :

- de soutenir l'activité générale d'une personne morale ou son fonctionnement ;
- de financer partiellement une action ou un programme d'actions porté par une personne morale et notamment l'organisation de manifestations culturelles.

Le dispositif d'aide aux associations culturelles concerne tous les domaines artistiques : danse, musique, arts plastiques, écriture, théâtre, art oratoire, etc., autant dans leurs expressions traditionnelles que modernes.

Le dispositif d'aide concerne aussi les domaines de la conservation, de la valorisation et de la diffusion du patrimoine matériel et immatériel du Pays.

Les projets sont libres et doivent présenter un intérêt pour la Polynésie française.

L'attribution des subventions est évaluée sur la base de critères qui permettent notamment de jauger :

- la pertinence culturelle et patrimoniale du projet ;
- sa qualité et sa valeur artistique et culturelle, voire son caractère innovant ;
- l'impact et les retombées potentielles pour le Pays ;
- la capacité du porteur de projet à le développer ;
- la cohérence et la crédibilité du projet ;
- la part d'autofinancement ;
- la nature des publics touchés ;
- les actions en faveur de l'éco-labellisation de l'évènement ou de l'action ;
- le plan de communication prévu pour valoriser la participation financière du Pays.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Seules les associations ou fédérations culturelles, régies par la loi du 1er juillet 1901, peuvent bénéficier de subventions.

ORGANISME

Direction de la Culture et du Patrimoine - DCP

> Les contacter

Direction de la Culture et du Patrimoine - DCP
BP 380 586 – 98 703 Punaauia – Tahiti
☎ **+689 40 50 71 92**
+689 40 50 71 78
+689 40 42 01 28
direction@culture.gov.pf

> Les rencontrer

Horaires d'ouverture du Service :

Du lundi au jeudi :	**07h30 à 15h30**
Le vendredi :	**07h30 à 14h30**

> Les trouver

Pointe des pêcheurs, pk 15

DCP - Direction de la Cutlture et du Patrimoine



MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Il n'y a pas de plafond pour ces aides, tout dépend du projet. La commission décide.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

Le demandeur doit déposer un dossier complet ou le transmettre par courriel ou par voie postale à la Direction de la culture et du patrimoine.

Seul un dossier constitué de toutes les pièces nécessaires à son examen pourra être transmis au Comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française, lequel est consulté sur la suite qui lui sera réservée.

La date limite pour le dépôt des dossiers de demande de subvention pour une année civile est fixée au 30 juin de chaque année. Le CASA se réunit 2 fois par an au moins. Le Comité d'Attribution des Subventions aux Associations (CASA) émet un avis sur la répartition des subventions aux associations.

Ce comité est compétent pour examiner toutes les demandes, à l'exception des subventions concernant des évènements inscrits au calendrier des évènements culturels annuel présentés en conseil des ministres, ou des festivités du Heiva dans les communes de Polynésie française. Ces dossiers, une fois complets, sont examinés directement par le conseil des ministres.

Le CASA est composé de spécialistes reconnus dans les domaines de la culture, de l'art contemporain, du patrimoine et de la transmission des savoirs. À ces personnalités, s'ajoutent quatre représentants du gouvernement.

Le gouvernement de la Polynésie française ayant seul compétence pour attribuer des aides financières aux personnes morales, c'est un arrêté pris en conseil des ministres qui approuve l'attribution de la subvention demandée.

Les associations ne reçoivent pas leur subvention en une fois. Une première tranche est versée dès l'officialisation de l'arrêté. Les tranches suivantes sont versées sur présentation justificatifs d'utilisation des tranches précédentes (factures, bulletins de salaire, attestation de paiement, reçus…).



CRITÈRES COMPLÉMENTAIRES

> Forme juridique
> Publics visés

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes

> Arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes

> L'arrêté n° 568 CM du 13 mai 2015 portant organisation et composition du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française modifié par arrêté n° 2034 CM du 6 novembre 2017.

> L'arrêté n° 237 CM du 20 février 2019 portant modification de l'arrêté n° 568 CM du 13 mai 2015 modifié portant organisation et composition du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française

AIDE AU CONTRAT DE TRAVAIL PROFESSIONNEL – ACT PRO

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Il vise à favoriser l'insertion et la formation professionnelle d'un demandeur d'emploi par la conclusion d'un contrat de travail à durée indéterminée particulier, fondé sur le principe de l'alternance, en associant une formation pratique en relation avec les qualifications recherchées au sein d'une entreprise, et une formation théorique dans un ou plusieurs organismes de formation.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Les organismes d'accueil sont toutes les entreprises, personnes physiques ou morales soumises à l'obligation de participation au financement des actions de formation professionnelle continue des salariés.

Ils ne doivent pas avoir procédé à un licenciement économique au cours des 12 mois précédant la date de la demande.

L'embauche ne doit pas résulter du licenciement d'une personne en CDI. Elle doit associer une formation pratique en entreprise et une formation théorique dans plusieurs organismes de formation.

Les personnes qui peuvent être embauchées doivent :

- être inscrites au SEFI ou avoir été licenciées pour cause économique ou avoir involontairement perdu leur emploi ou sortir d'un stage d'insertion ou de formation professionnelle en Polynésie française.
- ne pas avoir travaillé ni démissionné de chez l'employeur ou tout employeur ayant un actionnaire commun dans les 12 derniers mois précédant l'ACT Pro.
- ne jamais avoir été embauchées par l'employeur avec un dispositif d'aide du SEFI.

Elles perçoivent au minimum 80 % du SMIG la première année et 100 % du SMIG la deuxième année. Le temps passé en formation est considéré comme du temps de travail, elles bénéficient du Régime Général des Salariés (RGS).

La durée est de 2 ans.

ORGANISME

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles – SEFI

> Les contacter
Service de l'emploi, de la formation
et de l'insertion professionnelles – SEFI :
BP 540 - 98713 Papeete
☎ **+689 40 46 12 12**
entreprises@sefi.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Immeuble Papineau
Rue Monseigneur Tepano Jaussen, Papeete

sefi.pf



MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

L'aide forfaitaire est versée par avance trimestriellement pendant 2 ans à raison de 49 000 F CFP par mois la 1ère année et de 61 000 F CFP par mois la seconde année, soit un total de 1 320 000 F CFP.

Participation du Fonds Paritaire de Gestion (FPG) : organisation et financement des dépenses liées à la formation du salarié, durée de la formation comprise entre 338 heures et 1 352 heures.

Les entreprises de moins de 20 salariés ne peuvent avoir plus de 2 ACT Pro simultanés. Celles de plus de 20 salariés ne peuvent en avoir plus de 5.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez le SEFI.

Il faut constituer un dossier de demande au minimum 30 jours avant la date prévisionnelle d'embauche, puis l'envoyer au Fonds Paritaire de Gestion, qui le transmettra au SEFI.

Immeuble Te Hau Nui, 2e étage
Rue de l'École des Frères de Ploërmel, Papeete
Std. : +689 40 42 71 00
Fax. : +689 40 42 71 01
Mail : contact@fondsparitaire.pf
www.fondsparitaire.pf



SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Articles LP. 6511-1 à 6515-5 du code du travail ;
> Articles A. 6511-1 à 6515-3 du code du travail.

CHANTIER DE DÉVELOPPEMENT LOCAL – CDL

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Le chantier de développement local a pour but de procurer une aide financière temporaire et une insertion professionnelle à des populations particulièrement défavorisées en contrepartie d'un travail d'intérêt général.

Le dispositif ne peut être organisé qu'au sein de structures n'appartenant pas au secteur marchand.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Les CDL sont ouverts aux personnes à la recherche d'un emploi n'ayant jamais bénéficié d'un CDL ou autre dispositif d'insertion.

- Pour les personnes âgées de 16 ans à moins de 26 ans (chantier «jeunes»)
- Pour les personnes âgées de 26 ans et plus (chantier «adultes»)

La durée du dispositif varie de 3 à 12 mois pour les chantiers «jeunes» et jusqu'à 12 semaines maximum pour les chantiers «adultes».

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

La rémunération est définie annuellement par voie de circulaire. Ainsi, pour l'année 2024, par exemple, la rémunération mensuelle nette pour 4 semaines était de :

- **65 583 F CFP pour le CDL jeune ;**
- **142 025 F CFP pour le CDL adulte.**

Les stagiaires bénéficient d'une protection sociale qui comprend l'assurance-maladie et l'accident du travail.

ORGANISME

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles – SEFI

> Les contacter
Service de l'emploi, de la formation
et de l'insertion professionnelles – SEFI :
BP 540 - 98713 Papeete
☎ **+689 40 46 12 12**
cdl@sefi.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Immeuble Papineau
Rue Monseigneur Tepano Jaussen, Papeete

sefi.pf



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez la section Formation Professionnelle des Adultes du SEFI.

Tél : 40 46 12 70
Mail : cdl@sefi.pf

✔ Contactez la direction des interventions de l'Etat.

Tél : 40 46 84 24
Mail : cdl@polynesie-francaise.pref.gouv.fr

La campagne CDL débute en mai pour se terminer au 30/11 de chaque année.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Convention cadre n°92-3 du 30 juin 1992.
> Titre III du livre III de la partie VI relative à la formation professionnelle du code du travail de la Polynésie française.



CONVENTION DE SOUTIEN À L'EMPLOI – CSE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Il vise à éviter les licenciements pour motif économique dans les entreprises qui sont contraintes de réduire leur activité compte tenu de la conjoncture économique ou d'un sinistre de caractère exceptionnel, en prenant en charge une partie de la perte de salaire subie par le salarié du fait de la réduction de son temps de travail. Une fois dans le dispositif CSE l'entreprise ne doit plus pratiquer de licenciement économique.

Le dispositif consiste en la prise en charge d'une partie de la perte de salaire subie par le salarié. L'employeur ne peut pas payer au salarié le montant de la perte de salaire non couverte par le CSE.

Le dispositif dure 6 mois, est renouvelable et a une durée maximale de 3 ans. Il est non cumulable avec d'autres dispositifs d'aide du SEFI sauf APP, CTH et SITH.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Cette aide s'adresse à toute personne physique ou morale de droit privé disposant d'un numéro Tahiti et ayant conclu un accord de réduction du temps de travail (RTT).

Il faut justifier auprès du SEFI de la nécessité de recourir à une réduction du temps de travail et être à jour du versement de ses cotisations à la CPS.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Le taux de réduction du temps de travail ne peut être supérieur à 50 % ni avoir pour effet de réduire le temps de travail à moins de 80 h/mois.

Pour une réduction du temps de travail inférieure ou égale à 20 %, la prise en charge est de 80 % de la perte de salaire brut subie par le salarié, dans la limite de 19 % de 2 fois le SMIG.

Pour une réduction du temps de travail supérieure à 20 %, la prise en charge est de 75 % de la perte de salaire brut subie par le salarié, dans la limite de 30 % de 2 fois le SMIG.

ORGANISME

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles – SEFI

> Les contacter
Service de l'emploi, de la formation
et de l'insertion professionnelles – SEFI :
BP 540 - 98713 Papeete
☎ **+689 40 46 12 12**
cse@sefi.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du service :
Du lundi au jeudi : **07h30 à 15h30**
Le vendredi : **07h30 à 14h30**

> Les trouver
Immeuble Papineau
Rue Monseigneur Tepano Jaussen, Papeete

sefi.pf



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez le SEFI.

La demande doit être effectuée uniquement en ligne sur sefi.pf.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Articles LP. 5211-1 à 5211-26 du code du travail ;
> Articles A. 5211-1 à A. 5211-15 du code du travail.



CONVENTION TRAVAILLEUR HANDICAPÉ – CTH

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Ce dispositif vise à favoriser l'insertion professionnelle ou le maintien des salariés devenus handicapés en prenant en charge une partie du salaire versé par l'employeur pour une durée maximale de 2 ans.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Ce dispositif s'adresse aux entreprises de droit privé, aux établissements publics autres que les établissements publics administratifs, aux associations loi 1901 et aux coopératives.

Ces organismes peuvent accueillir un demandeur d'emploi ou salarié reconnu RTH (reconnaissance travailleur handicapé) par la Cotorep. La RTH ne doit pas résulter d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

Le salaire brut mensuel sur lequel se calcule la participation du SEFI est plafonné à 2,5 fois le SMIG mensuel.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Pour les catégories A et B : remboursement de 30 % du salaire brut (plafonné à 2,5 x le SMIG) et pour les catégories C : remboursement de 50 % du salaire brut (plafonné à 2,5 x le SMIG).

ORGANISME

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles – SEFI

> Les contacter
Service de l'emploi, de la formation
et de l'insertion professionnelles – SEFI :
BP 540 - 98713 Papeete
☎ **+689 40 46 12 12**
ith@sefi.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Immeuble Papineau
Rue Monseigneur Tepano Jaussen, Papeete

sefi.pf



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez le SEFI.

Le dossier est à déposer dans les trois mois suivants l'embauche ou la première reconnaissance en qualité de travailleur handicapé embauché en CDD ou CDI.



CRITÈRE COMPLÉMENTAIRE

> Forme juridique : Entreprises, aux associations loi 1901, aux coopératives et aux établissements publics de Polynésie française (hors établissements publics administratifs)
> Publics visés : Les demandeurs d'emploi ayant la reconnaissance travailleur handicapé

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Article LP. 5313-51 à 5313-54 du code du travail ;
> Articles A. 5313-5 à A. 5313-12 du code du travail.

FORMATION PROFESSIONNELLE POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Cette aide vise à favoriser l'insertion professionnelle grâce à différents types de stages de formation dont celui dit de «formation qualifiante» qui permet d'obtenir un certificat de formation, un diplôme ou une attestation de stage.

Les stages ont une durée qui varie selon le contenu de la formation.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

La formation professionnelle s'adresse aux demandeurs d'emploi de plus de 16 ans.

L'ensemble des formations ouvertes aux candidatures est disponible dans l'agenda des formations sur sefi.pf

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

- **Pour les 16-29 ans : 80 000 F CFP bruts / mois**
- **Pour les 30 ans et + : 100 000 F CFP bruts / mois.**
- **Une allocation de 15 000 F CFP par mois à 35h / semaine est possible pour les personnes licenciées économiques depuis moins de 12 mois à la date du démarrage.**

Les stagiaires bénéficient d'une protection sociale qui comprend l'assurance maladie et l'accident du travail.

ORGANISME

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles – SEFI

> Les contacter
Service de l'emploi, de la formation
et de l'insertion professionnelles – SEFI :
BP 540 - 98713 Papeete
☎ **+689 40 46 12 12**
formation@sefi.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Immeuble Papineau
Rue Monseigneur Tepano Jaussen, Papeete

sefi.pf



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez la cellule formation du SEFI.

Mail : formation@sefi.pf

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Titre III du livre III de la partie VI relative à la formation professionnelle du code du travail de la Polynésie française.



MESURES D'AIDE À L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Les mesures d'aide à l'insertion par l'activité sont des dispositifs visant l'insertion professionnelle d'un public éloigné de l'emploi et rencontrant des freins périphériques.

Il existe deux types d'aides à l'insertion par l'activité :
- le dispositif «Tremplin d'insertion par l'activité pour les aînés» (TIAPA)
- le dispositif «Tremplin d'accès à l'insertion professionnelle par l'activité» (TAIA).

Ces dispositifs TIAPA et TAIA sont conditionnés au lancement d'un PIAC, projet d'insertion par l'activité communautaire.

Un PIAC est un projet qui favorise le développement des territoires grâce à des activités économiques non-concurrentielles du secteur marchand et ciblant des demandeurs d'emploi ayant des difficultés sociales et professionnelles. Un appel à projet lancé par le service en charge de l'emploi permet de sélectionner les PIAC qui pourront bénéficier de TAIA et TIAPA.

Le nombre d'aides octroyé dans le cadre d'un PIAC sera fixé en fonction de la population de la commune où le projet sera mis en œuvre :

- 3 TIAPA et 15 TAIA pour une population supérieure à 10 000 habitants ;
- 2 TIAPA et 10 TAIA pour une population comprise entre 5 000 et 10 000 habitants ;
- 1 TIAPA et 5 TAIA pour une population inférieure à 5 000 habitants.

ORGANISME

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles – SEFI

> Les contacter
Service de l'emploi, de la formation
et de l'insertion professionnelles – SEFI :
BP 540 - 98713 Papeete
☎ **+689 40 46 12 12**
tam@sefi.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Immeuble Papineau
Rue Monseigneur Tepano Jaussen, Papeete

sefi.pf



CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

Peuvent bénéficier du dispositif TIAPA, les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et ce jusqu'à l'âge légal de la retraite, sans emploi depuis au moins un an, et avec des compétences professionnelles acquises au cours des expériences professionnelles passées permettant la mise en œuvre du PIAC et l'insertion du bénéficiaire du TAIA.

Peuvent bénéficier du dispositif TAIA, les demandeurs d'emploi âgés de 18 à 49 ans, sans diplôme et sans expérience significative ou avec un diplôme obtenu il y a au moins deux ans et sans expérience significative.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Le montant de l'indemnité brute mensuelle d'un bénéficiaire du TIAPA est fixé à 90 000 F CFP / mois.
Le montant de l'indemnité brute mensuelle d'un bénéficiaire du TAIA est fixé à 50 000 F CFP / mois.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez le SEFI.

Un appel à candidatures est lancé par le SEFI, permettant à tout demandeur d'emploi de s'inscrire pour participer au PIAC. Après réception des candidatures, un tirage au sort est organisé si le quota de demandeur d'emploi est supérieur au nombre de place pour les TAIA (5) et le TIAPA (1) et ainsi arrêter les participants au PIAC. Une convention de stage d'une durée d'un an sera signée entre le demandeur d'emploi, l'organisme d'accueil et la Polynésie française.

Un demandeur d'emploi lors de la phase d'appel à candidature ne peut se positionner que sur un PIAC de sa commune.

CRITÈRE COMPLÉMENTAIRE

> Forme juridique :
- Les communes
- Les associations

> Publics visés :
- Critères TAIA
- Critères TIAPA

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Article LP. 5261-1 à 5262-23 du code du travail ;
> Article A. 5261-1 à 5262-8 du code du travail.



STAGE D'INSERTION POUR LES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS – SITH

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Le SITH a pour but de favoriser l'orientation et l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés par une immersion dans le monde du travail durant une période de stage.

Le stagiaire peut être accueilli dans des entreprises privées, des associations 1901 justifiant d'un an d'existence, les communes et groupements de communes, services et établissements publics du Pays ou de l'État.

Les avantages pour le stagiaire sont d'acquérir une expérience professionnelle et de percevoir des indemnités.
Les avantages pour l'organisme d'accueil sont de transmettre un savoir-faire et de favoriser l'insertion des travailleurs handicapés.

La durée du stage :
- 6 mois à raison de 35 heures par semaine.
- Elle est renouvelable.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse le dispositif ?

Il s'adresse à toute personne reconnue «Travailleur Handicapé» par la COTOREP à partir de 16 ans.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

- **Pour les 16-29 ans : 80 000 F CFP bruts / mois (à raison de 35 heures par semaine).**
- **Pour les 30 ans et + : 100 000 F CFP bruts / mois (à raison de 35 heures par semaine).**

ORGANISME

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles – SEFI

> Les contacter
Service de l'emploi, de la formation
et de l'insertion professionnelles – SEFI :
BP 540 - 98713 Papeete
☎ **+689 40 46 12 12**
ith@sefi.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Immeuble Papineau
Rue Monseigneur Tepano Jaussen, Papeete

sefi.pf



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez la cellule d'insertion des travailleurs handicapés du SEFI (Cellule ITH).

La notification Cotorep, obligatoire, doit absolument être à jour.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Article LP. 5313-55 du code du travail ;
> Articles LP. 6332-1 à LP. 6332-7 du code du travail ;
> Articles A. 6332-1 à A. 6332-7 du code du travail.



LE CONTRAT A DURÉE INDÉTERMINÉE AIDÉ – TIAMA

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Le TIAMA a pour objet de favoriser l'entrée sur le marché du travail des personnes sans emploi, embauchées en contrat à durée indéterminée d'une durée minimale de quatre-vingts heures par mois, par une prise en charge forfaitaire du salaire.

La durée est d'un an ou de deux ans maximum. En effet, l'aide est renouvelée une fois si l'embauche initiale a permis de créer un emploi supplémentaire et qu'il n'y a pas eu de baisse d'effectif durant la première année.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

L'organisme d'accueil peut-être une entreprise (secteur prioritaire, moins de 20 salariés), une association d'intérêt général, une coopérative ou une SISAE. Le public éligible est constitué des demandeurs d'emploi et demandeurs d'emploi travailleurs handicapés. Il faut être sans emploi, à la recherche d'un emploi et n'exercer aucune activité sous la forme d'une entreprise individuelle ou d'une société à la date de la demande. Il y a une exception pour les «patentés» qui sont au régime RSPF.

Il faut justifier d'une durée de résidence de cinq ans en Polynésie française ou d'une durée de mariage, de concubinage ou de pacte civil de solidarité de deux ans avec ces dernières. Les périodes passées en dehors de la Polynésie française pour suivre des études ou une formation ou pour des raisons familiales, professionnelles ou médicales ne sont pas, pour les personnes qui y résidaient antérieurement, interruptives du délai pris en considération pour apprécier la condition de résidence.

L'aide ne peut pas être octroyée lorsque l'employeur a procédé à un licenciement économique dans les 6 mois précédant la date de demande, mais aussi lorsque l'embauche vise à procéder au remplacement d'un salarié licencié pour cause réelle et sérieuse. S'il apparaît que l'embauche a eu pour conséquence le licenciement d'un autre salarié, la décision d'attribution du dispositif peut être retirée par le service en charge de l'emploi.

ORGANISME

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles – SEFI

> Les contacter
Service de l'emploi, de la formation
et de l'insertion professionnelles – SEFI :
BP 540 - 98713 Papeete
☎ **+689 40 46 12 12**
entreprises@sefi.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Immeuble Papineau
Rue Monseigneur Tepano Jaussen, Papeete

sefi.pf



Elle ne peut, non plus, être octroyée si l'embauche concerne l'un des anciens salariés ayant démissionné depuis moins d'un an et lorsque l'employeur n'est pas à jour du versement de ses cotisations et contributions sociales.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

L'aide financière est de 60 000 F CFP/mois pour un temps plein si la condition 1 est remplie.

L'aide financière est de 80 000 F CFP/mois pour un temps plein si la condition 1 et la condition 2 ou 3 sont remplies.

L'aide financière est de 100 000 F CFP/mois pour un temps plein si les conditions 1, 2 et 3 sont remplies.

La condition 1 concerne l'embauche d'un demandeur d'emploi.

La condition 2 concerne l'embauche d'un demandeur d'emplois remplissant l'une des conditions suivantes : travailleur handicapé en milieu ordinaire, licencié économique, personne suivie par le service en charge des affaires sociales, sans domicile fixe, seniors âgés de 50 à 62 ans, jeunes âgés de 16 à 29 ans, personne sortie de prison et suivie par le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP).

La condition 3 concerne l'organisme d'accueil. Il doit opérer sur l'un des secteurs d'activités suivants pour y répondre : la culture, l'agriculture, sylviculture et pêche, la restauration, l'hôtellerie, les activités touristiques, le maritime, les énergies renouvelables, l'environnement et l'économie circulaire, le numérique, l'audiovisuel, l'action sociale, l'aide à la personne et la construction. Il peut également être une Structure d'Insertion Sociale par l'Activité Economique (SISAE), une association d'intérêt général, une entreprise de moins de 20 salariés.

Il faut, dans tous les cas, être une personne physique ou morale de droit privé.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Articles LP. 5251-1 à 5251-12 du code du travail ;
> Articles A. 5251-1 à A. 5251-12 du code du travail.



INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez la cellule entreprises du SEFI.

LE CONTRAT A DURÉE DETERMINÉE D'INSERTION – TIARAMA

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Le TIARAMA a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi, qui ne sont pas apte à intégrer directement le marché du travail en milieu ordinaire et qui ont besoin d'une période d'immersion et d'accompagnement en milieu professionnel par la prise en charge du montant total du Salaire Minimun Interprofessionnel Garanti en vigueur (SMIG).

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

Le TIARAMA est une aide au contrat qui est versée à l'organisme d'accueil pour l'embauche d'un demandeur d'emploi qui respecte certains critères.

Le TIARAMA est versé uniquement aux SISAE pour l'embauche de demandeurs d'emploi remplissant les conditions suivantes :

- justifier d'une durée de résidence de cinq ans en Polynésie française ou d'une durée de mariage, de concubinage ou de pacte civil de solidarité de deux ans avec ces dernières. Les périodes passées en dehors de la Polynésie française pour suivre des études ou une formation ou pour des raisons familiales, professionnelles ou médicales ne sont pas, pour les personnes qui y résidaient antérieurement, interruptives du délai pris en considération pour apprécier la condition de résidence.
- être inscrit au service en charge de l'emploi ;
- être à la recherche d'un emploi ;
- n'exercer aucune activité sous la forme d'une entreprise individuelle* ou d'une société ;
- bénéficier de l'agrément prévu à l'article LP. 7 de la loi du pays relative à l'insertion sociale par l'activité économique.

ORGANISME

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles – SEFI

> Les contacter
Service de l'emploi, de la formation
et de l'insertion professionnelles – SEFI :
BP 540 - 98713 Papeete
☎ **+689 40 46 12 12**
entreprises@sefi.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Immeuble Papineau
Rue Monseigneur Tepano Jaussen, Papeete

sefi.pf



Dans le cadre du TIARAMA, les personnes sont accueillies dans des SISAE (structure d'insertion sociale par l'activité économique).

Le nombre maximum de TIARAMA, dont un employeur peut bénéficier simultanément, est fixé à :

- 5 pour les employeurs dont l'effectif est inférieur ou égal à 20 ;
- 10 pour les employeurs dont l'effectif est supérieur à 20 et inférieur ou égal à 50 ;
- 15 pour les employeurs dont l'effectif est supérieur à 50.

*Il y a une exception pour les «patentés» qui sont au régime RSPF.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

L'aide financière s'élève à 100 % du salaire minimum interprofessionnel garanti en vigueur (SMIG).

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez la cellule entreprises du SEFI.



CRITÈRE COMPLÉMENTAIRE

> Forme juridique : Les SISAE (structure d'insertion par l'activité économique).
> Publics visés : Les demandeurs d'emploi bénéficiant de l'agrément.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Articles LP. 5252-1 à LP. 5252-10 du code du travail ;
> Articles A.5252-1 à A.5252-10 du code du travail.

AIDE À L'IMMERSION PROFESSIONNELLE (AI) – TIATURI AI

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Ce stage a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi, cherchant une immersion professionnelle leur permettant de répondre à l'exigence d'un contrat de travail ou d'apprentissage afin de développer les savoir-être et compétences transversales nécessaires à l'entrée dans la vie active.

Sa durée est de trois mois et il n'est pas renouvelable.

Le TIATURI AI ne peut pas être effectué dans le même organisme d'accueil dans lequel le stagiaire a effectué une aide à la mobilisation opérationnelle des compétences (AMO).

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

Le TIATURI AI s'adresse aux demandeurs d'emploi qui ont entre 18 ans et jusqu'à l'âge légal de départ à la retraite qui :

- justifient d'une durée de résidence de cinq ans en Polynésie française ou d'une durée de mariage, de concubinage ou de pacte civil de solidarité de deux ans avec ces dernières. Les périodes passées en dehors de la Polynésie française pour suivre des études ou une formation ou pour des raisons familiales, professionnelles ou médicales ne sont pas, pour les personnes qui y résidaient antérieurement, interruptives du délai pris en considération pour apprécier la condition de résidence ;
- sont inscrits au service en charge de l'emploi ;
- sont à la recherche d'un emploi ;
- n'exercent aucune activité sous la forme d'une entreprise individuelle* ou d'une société ;
- qui ont le profil pour le poste visé (expérience sur le poste, compétences, qualifications) ;

ORGANISME

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles – SEFI

> Les contacter
Service de l'emploi, de la formation
et de l'insertion professionnelles – SEFI :
BP 540 - 98713 Papeete
☎ **+689 40 46 12 12**
emploi@sefi.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du service :
Du lundi au jeudi : **07h30 à 15h30**
Le vendredi : **07h30 à 14h30**

> Les trouver
Immeuble Papineau
Rue Monseigneur Tepano Jaussen, Papeete

sefi.pf



La structure d'accueil peut être une entreprise, une association ou une administration.

*Il y a une exception pour les «patentés» qui sont au régime RSPF.

MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Ce dispositif est de :
- **60 000 F CFP / mois pour les personnes sans diplôme,**
- **80 000 F CFP / mois pour les niveaux BAC/CAP/BEP,**
- **100 000 F CFP / mois pour les niveaux supérieurs de BAC à BAC +2,**
- **120 000 F CFP / mois pour les niveaux BAC +3 et +.**

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez la cellule demandeurs d'emploi SEFI.



SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Articles LP. 5241-1 à LP. 5242-4 du code du travail ;
> Articles A.5241-1 à A.5252-2 du code du travail.

AIDE À LA MOBILISATION OPÉRATIONNELLE DES COMPÉTENCES – TIATURI AMO

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Ce stage a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi, cherchant à réaliser un projet professionnel nécessitant le développement de compétences en milieu professionnel et d'acquérir l'expérience manquante pour intégrer le marché du travail.

Sa durée est de 8 mois et il n'est pas renouvelable.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

Le TIATURI AMO s'adresse aux demandeurs d'emploi qui ont entre 18 ans et jusqu'à l'âge légal de départ à la retraite qui :

- justifient d'une durée de résidence de cinq ans en Polynésie française ou d'une durée de mariage, de concubinage ou de pacte civil de solidarité de deux ans avec ces dernières. Les périodes passées en dehors de la Polynésie française pour suivre des études ou une formation ou pour des raisons familiales, professionnelles ou médicales ne sont pas, pour les personnes qui y résidaient antérieurement, interruptives du délai pris en considération pour apprécier la condition de résidence ;
- sont inscrits au service en charge de l'emploi ;
- sont à la recherche d'un emploi ;
- n'exercent aucune activité sous la forme d'une entreprise individuelle* ou d'une société ;
- n'ont pas d'expérience significative (pas plus d'un an d'expérience dans un même domaine professionnel) pour le métier visé dans le projet professionnel considéré.

*Il y a une exception pour les «patentés» qui sont au régime RSPF.

ORGANISME

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles – SEFI

> Les contacter
Service de l'emploi, de la formation
et de l'insertion professionnelles – SEFI :
BP 540 - 98713 Papeete
☎ **+689 40 46 12 12**
emploi@sefi.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Immeuble Papineau
Rue Monseigneur Tepano Jaussen, Papeete

sefi.pf



MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Les indemnités sont de :

- **60 000 F CFP / mois pour les personnes sans diplôme,**
- **80 000 F CFP / mois pour les niveaux BACP/CAP/BEP,**
- **100 000 F CFP / mois pour les niveaux BAC à BAC +2,**
- **120 000 F CFP / mois pour les niveaux BAC +3 et plus.**

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez la cellule demandeurs d'emploi du SEFI.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Articles LP. 5241-1 à LP. 5243-4 du code du travail ;
> Articles A.5241-1 à A.5243-2 du code du travail.



AIDE À L'ORIENTATION – TIATURI AO

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF

Il permet de découvrir ou de vérifier un projet professionnel en confrontant ses représentations du métier avec la réalité de l'entreprise.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

À qui s'adresse l'aide ?

Le TIATURI AO s'adresse aux demandeurs d'emploi qui :

- justifient d'une durée de résidence de cinq ans en Polynésie française ou d'une durée de mariage, de concubinage ou de pacte civil de solidarité de deux ans avec ces dernières. Les périodes passées en dehors de la Polynésie française pour suivre des études ou une formation ou pour des raisons familiales, professionnelles ou médicales ne sont pas, pour les personnes qui y résidaient antérieurement, interruptives du délai pris en considération pour apprécier la condition de résidence ;
- sont inscrits au service en charge de l'emploi ;
- sont à la recherche d'un emploi ;
- n'exercent aucune activité sous la forme d'une entreprise individuelle* ou d'une société.

*Il y a une exception pour les «patentés» qui sont au régime RSPF.

ORGANISME

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles – SEFI

> Les contacter
Service de l'emploi, de la formation
et de l'insertion professionnelles – SEFI :
BP 540 - 98713 Papeete
☎ **+689 40 46 12 12**
emploi@sefi.pf

> Les rencontrer
Horaires d'ouverture du service :
Du lundi au jeudi : 07h30 à 15h30
Le vendredi : 07h30 à 14h30

> Les trouver
Immeuble Papineau
Rue Monseigneur Tepano Jaussen, Papeete

sefi.pf



MONTANT DE L'AIDE

De quel type d'aide s'agit-il ?

Ce dispositif est non indemnisé.

INFORMATIONS PRATIQUES

Quelle démarche à suivre ?

✔ Contactez la cellule demandeurs d'emploi du SEFI.

SOURCES ET RÉFÉRENCES LÉGALES

> Néant



Crédits photos : Tim McKenna et DICP / Philippe Bacchet et EMP - Editions prestige / DGAE

AGENCE
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

www.choosetahitinow.pf

CHOOSE TAHITI Now

1er étage, Immeuble Fare Tony - Papeete Tahiti - BP 1677 - 98713 Papeete Tahiti - Polynésie française
+689 40 505 600 - secretariat.ade@administration.gov.pf